

## **Étude exploratoire**

### **LES GRANDES ÉVOLUTIONS DE L'OPINION PUBLIQUE EUROPÉENNE A L'ÉGARD DE L'UNION EUROPÉENNE**

Cette étude exploratoire est commanditée par le Parlement européen et coordonnée par la Direction générale Communication (Unité de Suivi de l'Opinion Publique).

Le présent document ne représente pas le point de vue du Parlement européen.  
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

**TNS opinion**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>2</b>
<b>I. L'UNION EUROPÉENNE, SA POLITIQUE ET SES INSTITUTIONS</b> .....	<b>4</b>
1. L'appartenance à l'Union européenne et les bénéfices tirés .....	6
2. La confiance accordée à l'Union européenne .....	12
3. L'image de l'Union européenne et ce qu'elle signifie aux yeux des Européens .....	14
4. La confiance accordée aux institutions européennes.....	18
5. La connaissance du fonctionnement des institutions européennes .....	24
6. La confiance accordée aux institutions nationales.....	29
<b>II. LA DÉMOCRATIE DANS L'UNION EUROPÉENNE</b> .....	<b>33</b>
1. La voix des citoyens européens .....	35
2. Un sentiment de citoyenneté européenne qui résiste à la crise .....	39
3. Un attachement à l'Union européenne qui persiste .....	41
4. Les éléments identitaires de l'Union européenne .....	42
<b>III. L'ÉCONOMIE DANS L'UNION EUROPÉENNE</b> .....	<b>45</b>
1. La situation économique européenne et celle de l'économie nationale....	46
2. Les projections économiques .....	49
3. L'Union européenne face à la crise .....	53
4. La performance de l'économie européenne .....	59
<b>IV. LA VIE DES EUROPÉENS</b> .....	<b>61</b>
<b>V. L'IMMIGRATION</b> .....	<b>68</b>
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>73</b>

## INTRODUCTION

Depuis 1973 et la naissance de l'Eurobaromètre, l'Union européenne a connu dans son histoire et sa construction institutionnelle et politique de grandes étapes, qui touchent à des enjeux très différents : le renforcement des institutions, les premières élections directes du Parlement européen en 1979, les élargissements successifs, la signature de plusieurs Traités européens, l'ouverture des frontières entre les États membres, les référendums, ou encore l'entrée en vigueur de la monnaie unique. Mais l'Union européenne a aussi évolué dans des contextes économiques et politiques divers souvent difficiles. Elle a connu l'effondrement du bloc soviétique, des conflits internationaux, plusieurs chocs pétroliers, des périodes d'instabilité monétaire, et depuis 2008, une crise financière et économique mondiale qui a entraîné la mise en place de plans d'aide pour plusieurs États membres confrontés à de très grandes difficultés économiques. En 2015, l'Union européenne n'est pas encore sortie de la crise, même si l'économie montre des signes de redressement encourageants.

L'Eurobaromètre Standard, créé en 1973, et conduit deux fois par an (au printemps et à l'automne), et les Eurobaromètre spéciaux ont permis depuis cette date de mesurer l'évolution de l'opinion publique européenne, auprès d'Européens de plus en plus nombreux au fil des différents élargissements (qui l'ont vu passer de 9 États membres en 1979, à 28 États membres en 2013). Les dernières élections européennes, en mai 2014, ont marqué une nouvelle étape dans la construction d'une Union européenne politique dans le sens où pour la première fois, les citoyens européens ont participé, par leur vote, à l'élection du Président de la Commission européenne par le Parlement européen. Après ces élections, l'Unité du suivi de l'opinion publique du Parlement européen a jugé utile de faire un point sur l'état de l'opinion européenne sur plusieurs dimensions, en s'intéressant notamment à son évolution depuis la création de l'Eurobaromètre.

Les dimensions étudiées sont les suivantes :

- **L'évolution de l'opinion publique européenne à l'égard de l'Union européenne et de ses institutions ;**
- **La démocratie dans l'Union européenne ;**
- **L'économie de l'Union européenne ;**
- **Les questions sociales dans l'Union européenne ;**
- **L'immigration dans l'UE.**

**Plusieurs indicateurs seront analysés dans chacune de ces parties.**

Dans cette analyse, nous allons tenter de dresser un état de l'opinion publique européenne sur ces grands axes.

Chaque partie commence par un encadré qui souligne les principaux enseignements en fonction de la variation des indicateurs.

Cette analyse se base sur plusieurs enquêtes Eurobaromètre quantitatives réalisées en face-à-face par la Commission européenne ou le Parlement européen (EB Standard et EB spéciaux)<sup>1</sup>. Elle porte principalement sur les enquêtes Eurobaromètre réalisées depuis l'automne 1989 (EB32), même si dans la plupart des cas, les questions analysées n'ont été posées que plus récemment, parfois uniquement dans un nombre limité de vagues. Sur certaines questions, l'analyse remonte jusqu'à la première fois que la question a été posée (l'EB0 de septembre 1973 pour la question sur l'appartenance à l'UE, ou l'EB19 du printemps 1983 pour les bénéfices perçus de l'appartenance à l'Union européenne).

L'analyse se base sur la moyenne européenne des États membres qui constituaient alors l'Union européenne au moment où l'enquête a été réalisée. Cette moyenne est pondérée afin de refléter la population de chacun des États membres.

Le lecteur doit tenir en compte que dans l'Europe à 28 États membres d'aujourd'hui, les six pays les plus peuplés représentent 70% de la moyenne de l'UE.

---

<sup>1</sup> Lorsqu'il s'agit d'un EB Standard (enquête réalisée deux fois par an, au printemps et à l'automne), l'enquête est désignée par son numéro, et par la période à laquelle elle a été conduite. Par exemple, on parlera d'EB78, automne 2012 à propos de l'enquête Eurobaromètre Standard 78, réalisée à l'automne 2012. Lorsqu'il s'agit d'un Eurobaromètre Spécial, l'enquête est désignée par le nom exacte de la vague dans laquelle elle aura été administrée, ainsi que par le (ou les) mois de terrain. On parlera ainsi, par exemple, de l'EB67.1, février 2007.

## 1. L'UNION EUROPÉENNE, SA POLITIQUE ET SES INSTITUTIONS

### PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- L'impact du contexte économique sur les opinions à l'égard de l'Union européenne suit un mécanisme complexe.
- Le déclenchement de crises économiques n'entraîne pas systématiquement un décrochage des opinions à l'égard de l'Union européenne (en tout cas, pas dans un premier temps) : on le voit pour le choc pétrolier dans les années 70, pour le ralentissement économique du début des années 2000 lié à l'éclatement de la bulle internet, et même pour la crise financière depuis 2008.
- **Dans un premier temps, l'Union européenne semble en effet apparaître comme un rempart face à la crise.** Les indicateurs de soutien à l'UE (opinions sur l'appartenance de son pays, confiance dans l'UE, image) ne s'améliorent pas, mais ils résistent.
- **Les Européens semblent davantage réagir quand les effets de ces crises paraissent plus « concrets » et susceptibles de les toucher directement.** Les opinions à l'égard de l'Union européenne se sont en effet plus sensiblement dégradées dans les périodes d'instabilité monétaire dans les années 70 mais aussi 90 ; depuis 2008, c'est lorsque la crise économique et financière devient une crise de la dette avec une forte montée du chômage dans certains États membres, qu'on enregistre une montée des opinions négatives à l'égard de l'Union (à partir de 2010).
- A l'inverse, **l'année 2007** est marquée par le passage à 27 États membres (adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie) mais aussi par un contexte économique plus favorable au sein de l'Union européenne : c'est **l'année des records de soutien** et de confiance accordée à l'Union européenne.
- **Les grands moments institutionnels de l'UE** sont souvent l'occasion d'une amélioration des opinions positives à l'égard de l'Union. C'est notamment le cas des élargissements et des élections du Parlement européen.
- **Avant les élargissements, on mesure souvent une certaine crispation de l'opinion publique européenne à l'égard de l'UE,** probablement parce que les citoyens européens s'inquiètent des conséquences de l'adhésion de ces nouveaux pays. C'est notamment le cas à l'automne 2003 (avant le passage de 15 à 25 États membres, en 2004). En revanche, **les enquêtes qui suivent les élargissements enregistrent le plus souvent de nettes améliorations des jugements,** dues à l'enthousiasme des nouveaux entrants, mais aussi à une forme d'acceptation de cette nouvelle étape par les autres Européens.

- **Les élections du Parlement européen** voient également les indicateurs de soutien à l'Union européenne s'améliorer : on note ainsi une hausse importante de ces indicateurs après le scrutin de 2004, mais moins nette après ceux de 2009 et de 2014.
- **L'année 2005, marquée par les débats qui ont entouré la ratification du traité constitutionnel représente une exception dans ces grands moments institutionnels** puisque les opinions ont eu tendance à se crisper : la perception de l'appartenance et l'image de l'UE se sont ainsi dégradées. Cependant, la confiance dans l'UE est restée stable.
- **L'impact de la monnaie unique** sur les grands indicateurs d'opinion à l'égard de l'Union européenne n'est pas lui non plus univoque :
  - A la veille de la mise en circulation de la monnaie unique dans les 11 premiers pays de la zone euro, les indicateurs tendent à s'améliorer (que l'on parle de la confiance accordée à l'UE ou du jugement sur l'appartenance du pays).
  - Au printemps 2002, après la mise en circulation de l'euro, l'image de l'UE s'améliore, les opinions sur l'appartenance du pays résistent, mais la confiance accordée à l'UE baisse.
- De manière transversale, on note sur les périodes étudiées – depuis l'automne 1997 pour la confiance dans l'UE ; printemps 2000 pour l'image de l'UE – une dégradation nette de ces deux indicateurs clés de soutien à l'Union européenne. Les Européens lui attribuent davantage des faiblesses économiques, et y associent moins des thématiques fondatrices comme la démocratie et l'influence dans le monde. La confiance accordée aux institutions est d'ailleurs fortement entamée dans le contexte de crise économique.
- Cependant, pour l'un comme l'autre de ces indicateurs, les dernières mesures (printemps et/ou automne 2014) semblent montrer une amélioration.
- **La confiance dans l'UE est supérieure à celle dans les institutions nationales (Gouvernement et Parlement)**, mais l'écart a eu tendance à se réduire depuis le déclenchement de la crise.
- Pour autant, les Européens continuent dans le temps et malgré ce contexte de crise à **associer l'Union européenne à des thématiques positives**.

## 1. L'APPARTENANCE À L'UNION EUROPÉENNE ET LES BÉNÉFICES TIRÉS

### **L'appartenance du pays à l'Union européenne : avant tout une bonne chose aux yeux des Européens de 1973 à 2014**

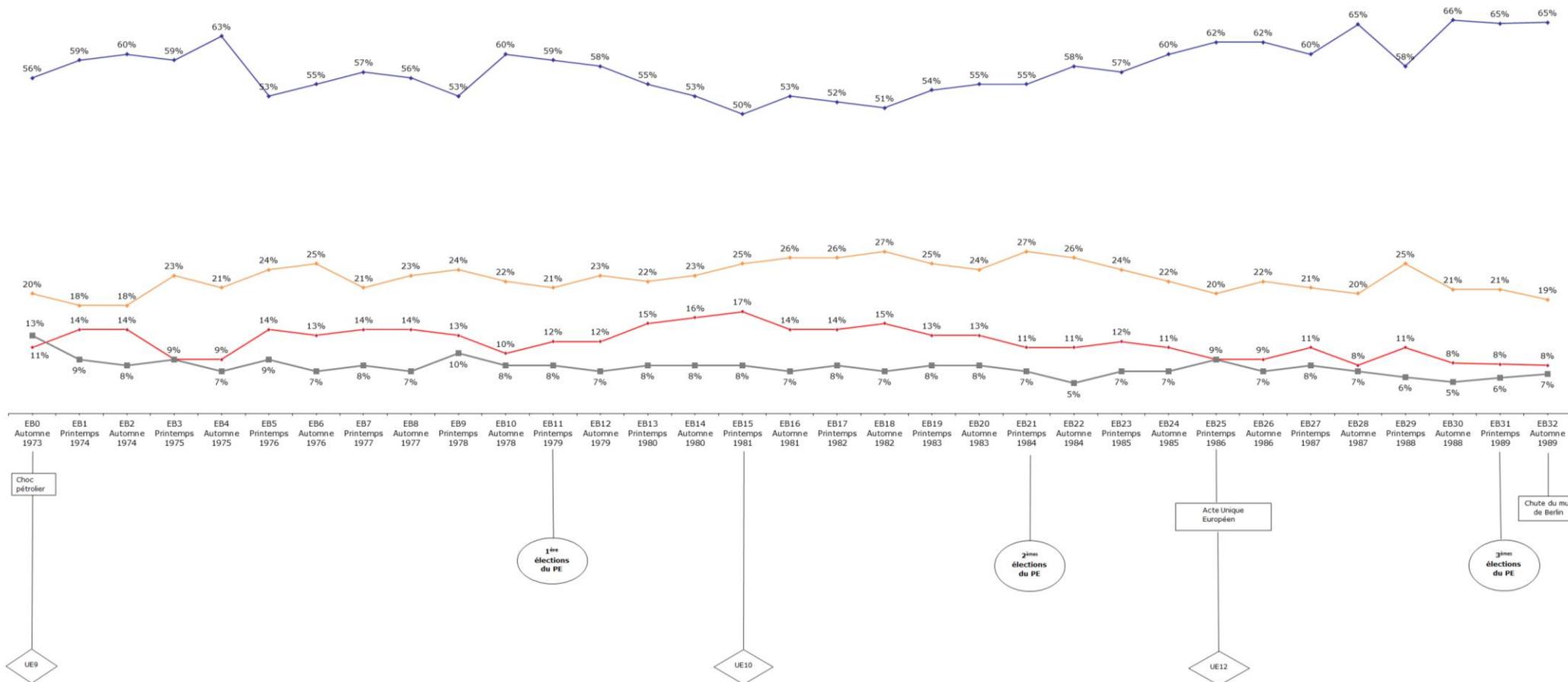
Les jugements portés par les Européens sur l'appartenance de leur pays à l'Union européenne<sup>2</sup> sont restés largement positifs sur l'ensemble de la période analysée (1973 – 2014). De même, les opinions « neutres », c'est à dire jugeant que l'appartenance de son pays à l'Union n'est « ni une bonne, ni une mauvaise chose », sont toujours restées supérieures aux opinions négatives (consistant à qualifier l'appartenance à l'UE de « mauvaise chose »).

---

<sup>2</sup> D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est...?

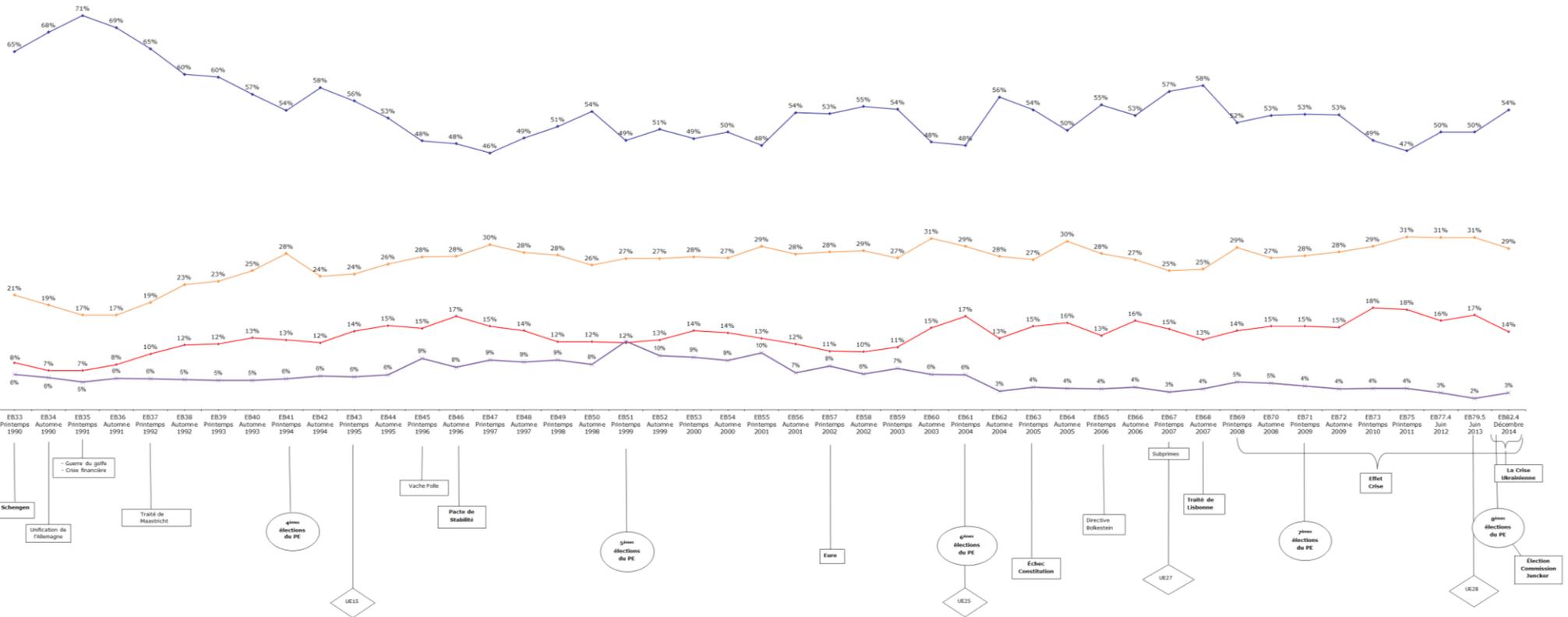
D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ?

— Une bonne chose — Une mauvaise chose — Une chose ni bonne, ni mauvaise — Ne sait pas



D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ?

— Une bonne chose    — Une mauvaise chose    — Une chose ni bonne, ni mauvaise    — Ne sait pas



### **Les bénéfices tirés de l'appartenance à l'Union européenne : toujours perçus comme majoritaires sur la période**

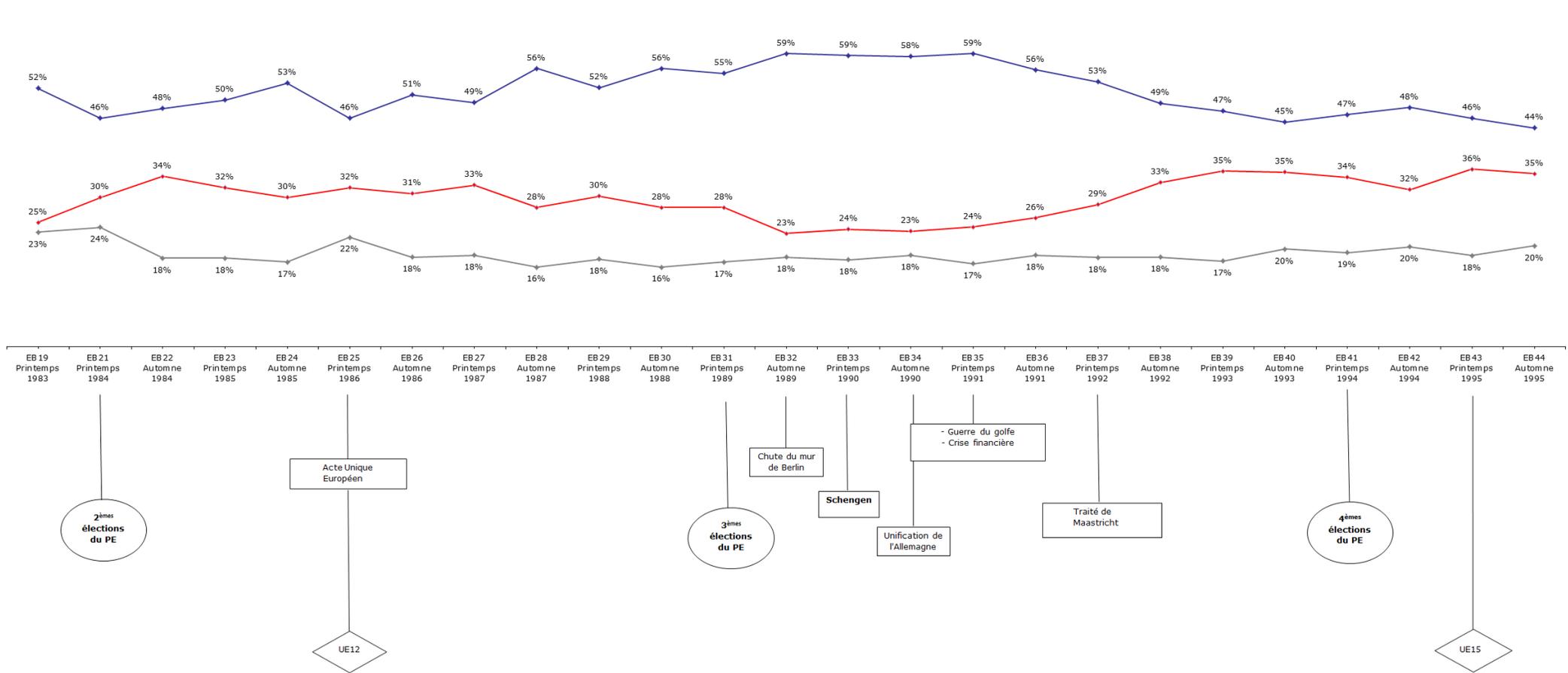
Le sentiment que son pays a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne<sup>3</sup> est resté majoritaire sur l'ensemble de la période analysée, du printemps 1983 à juin 2013. La réponse « n'a pas bénéficié » a atteint son plus haut niveau jamais atteint dans l'enquête EB74 de l'automne 2010 (39%), tout en restant cependant à un niveau très inférieur à celui des réponses positives « a bénéficié » (50%).

---

<sup>3</sup> Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'UE ?

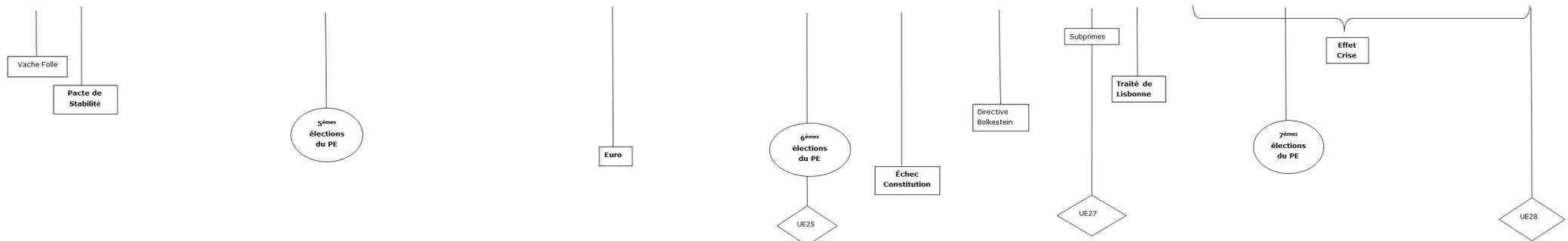
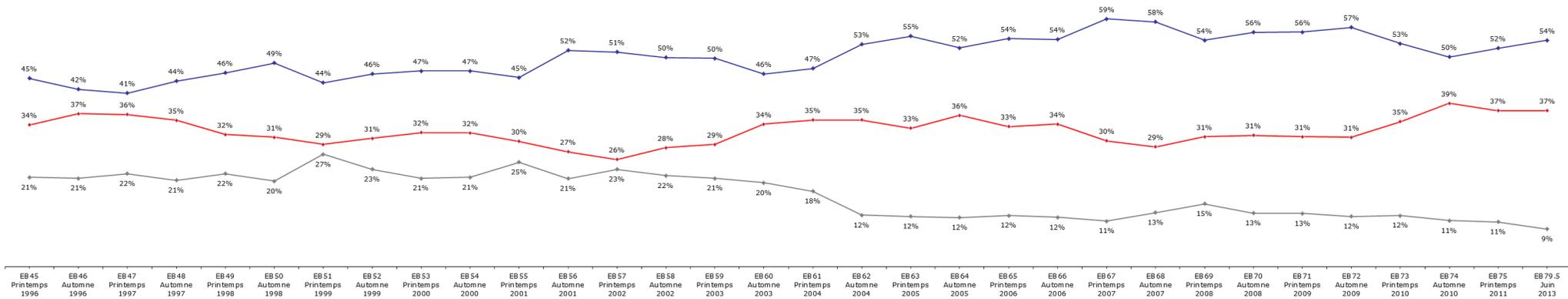
Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'UE ?

—●— Bénéficié    —●— Pas bénéficié    —●— Ne sait pas



Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'UE ?

— Bénéficié — Pas bénéficié — Ne sait pas

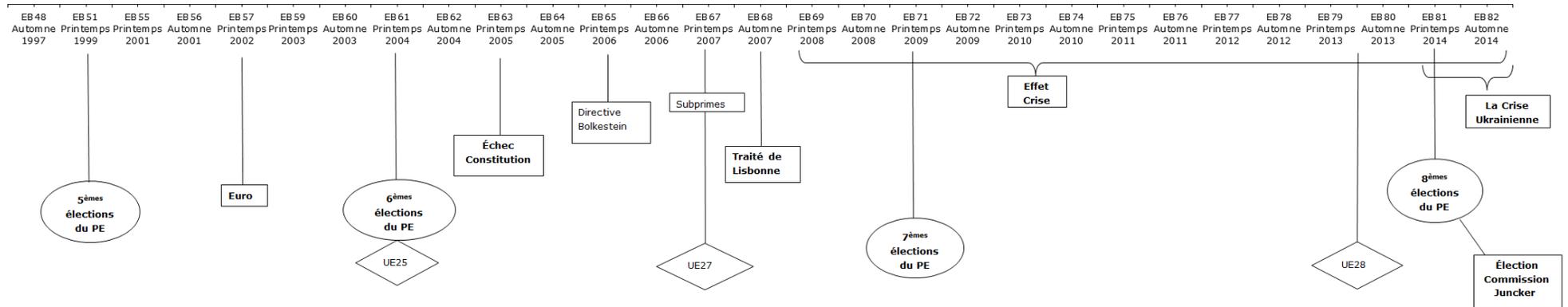
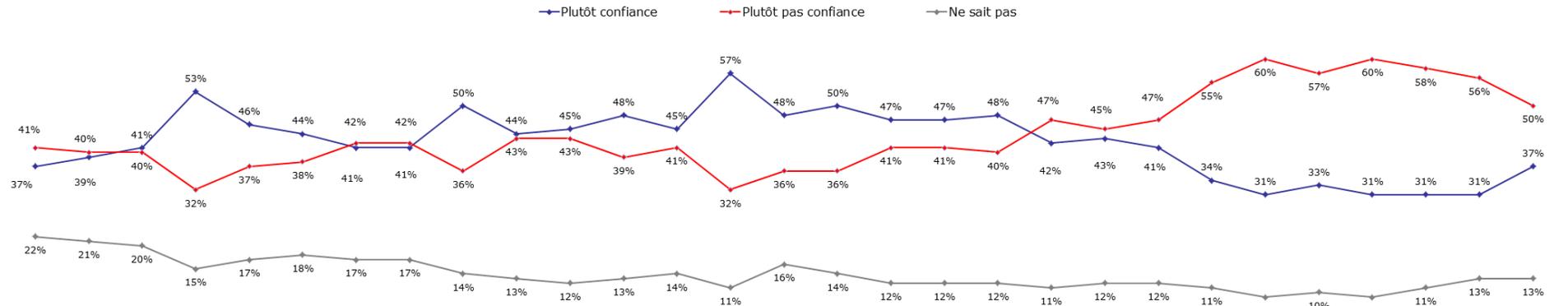


## 2. LA CONFIANCE ACCORDÉE À L'UNION EUROPÉENNE

La confiance accordée par les Européens à l'Union européenne a été testée entre l'automne 1997 et l'automne 2014. Après avoir été majoritaire depuis l'automne 2004 et le passage à 25 Etats membres, la confiance dans l'UE est redevenue minoritaire depuis l'EB73 du printemps 2010. Mais après s'être stabilisée à son plus bas niveau au printemps et à l'automne 2013, et au printemps 2014 (EB81), elle s'est légèrement redressée dans l'enquête de l'automne 2014, tout en restant minoritaire (37% contre 50% de « plutôt pas confiance »).

Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions.  
 Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

- L'Union européenne



### 3. L'IMAGE DE L'UNION EUROPÉENNE ET CE QU'ELLE SIGNIFIE AUX YEUX DES EUROPÉENS

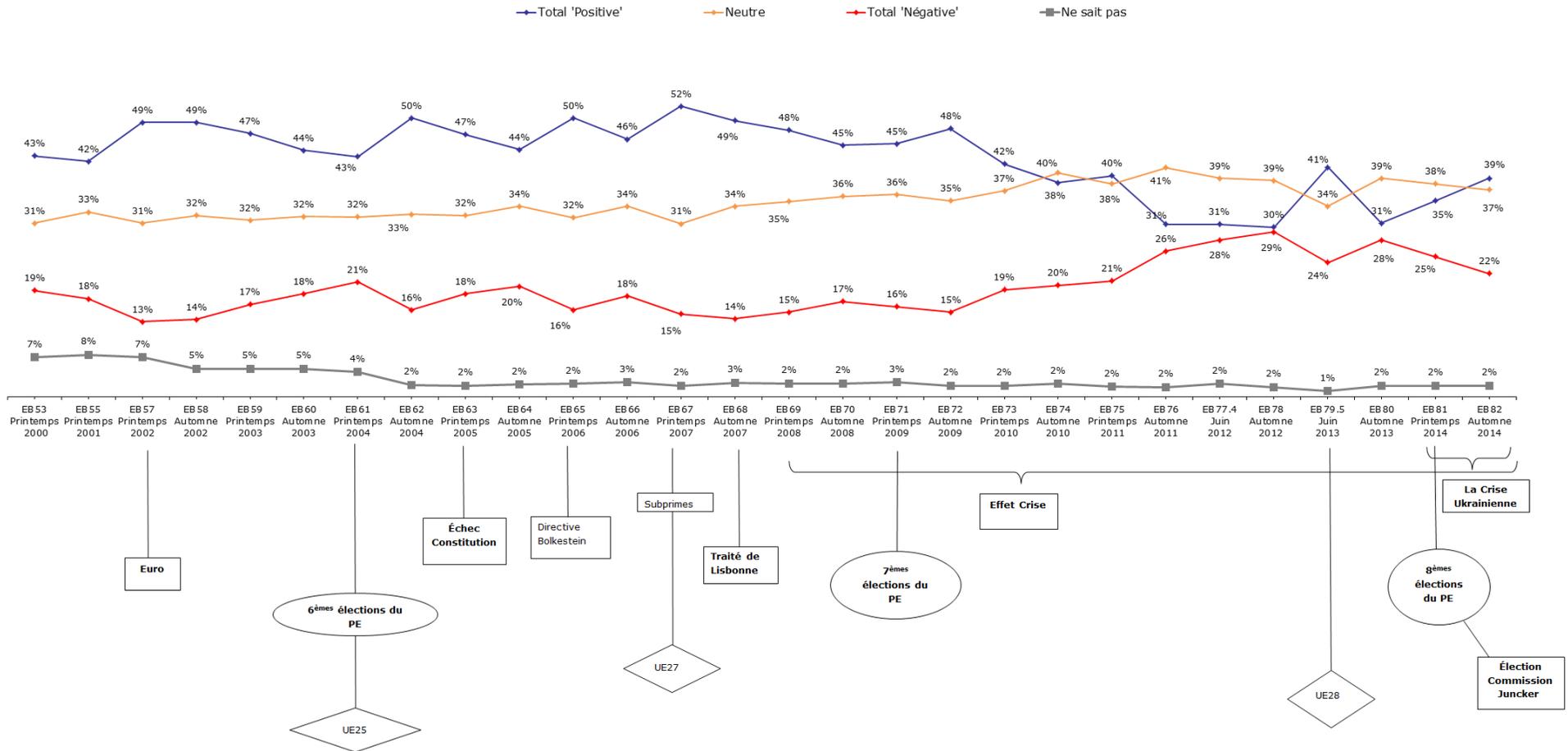
#### **L'image de l'Union européenne reste majoritairement positive mais s'est étiolée dans le temps**

L'image de l'Union européenne auprès des Européens<sup>4</sup> a évolué depuis le printemps 2000. Les opinions positives sont restées nettement dominantes jusqu'à l'automne 2009 (EB72), avant de commencer à décliner au printemps 2010 (EB73). Depuis l'automne 2010 (EB74), elles sont restées inférieures à 42% et ont été surpassées plusieurs fois par les opinions neutres (personnes disant avoir une image « neutre »). Sur toute la période étudiée, les opinions positives sont supérieures aux opinions négatives, et l'image neutre est en augmentation depuis 2000.

---

<sup>4</sup> En général, l'image que vous avez de l'UE est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

En général, l'image que vous avez de l'UE est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

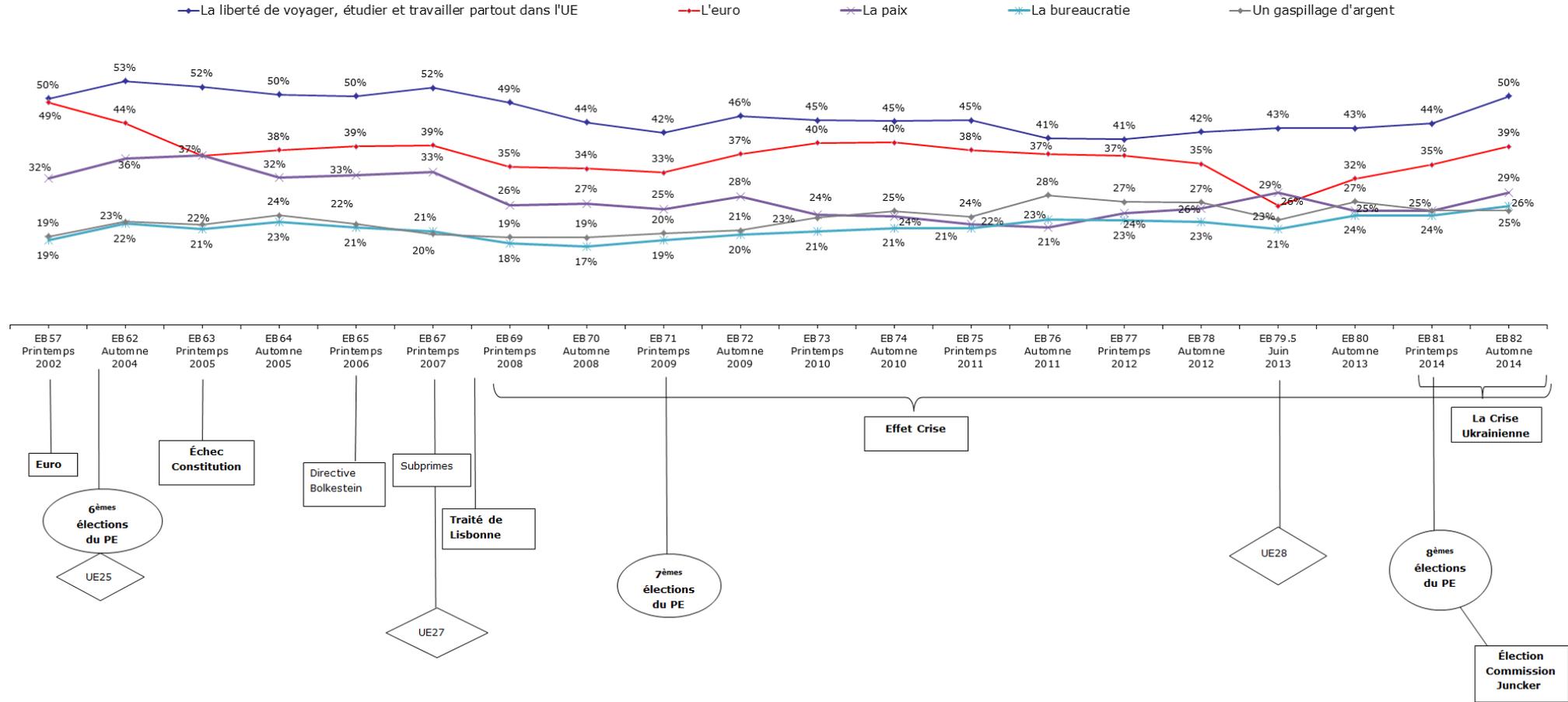


**Ce que signifie l'Union européenne : un trio de dimensions positives en tête des associations**

Sur l'ensemble de la période où la question a été posée, c'est à dire du printemps 2002 (EB57) à l'automne 2014 (EB82), « **la liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE** » est la première thématique que les Européens associent à l'Union européenne. **L'euro** est en deuxième position sur toute la période étudiée, à l'exception de l'enquête de juin 2013 (EB79.5) où cet item est brièvement dépassé par **la paix**. Cette dernière dimension est au troisième rang dans une majorité d'enquêtes analysées : les items les plus fréquemment associés à l'UE sont des thématiques positives.

Toutefois, deux items négatifs se retrouvent en quatrième et cinquième positions : la **bureaucratie** et un **gaspillage d'argent**. Ils sont en légère augmentation depuis 2002.

Que représente l'UE pour vous personnellement ?



(PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES)

#### 4. LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX INSTITUTIONS EUROPÉENNES

**Les institutions européennes ont progressivement souffert d'un déficit de confiance fortement corrélé au déclenchement de la crise économique mondiale**

**La confiance accordée par les Européens aux institutions européennes** a sensiblement diminué entre l'automne 2004 (EB62)<sup>5</sup> et l'automne 2014 (EB82). Si la confiance était majoritaire à l'égard de la plupart des institutions, les courbes ont eu tendance à s'inverser à partir de l'automne 2011 (EB76).

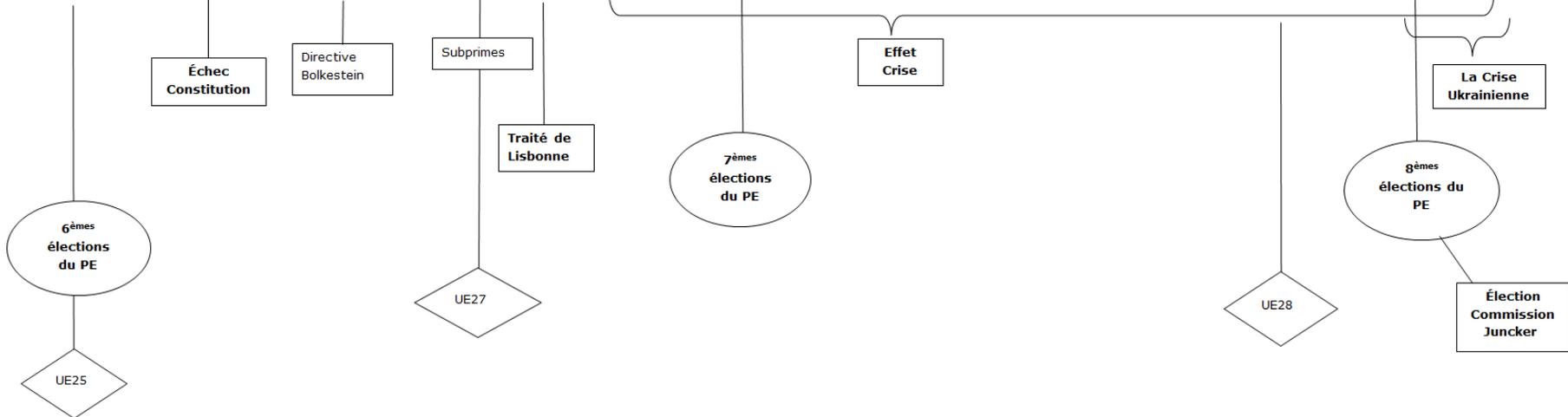
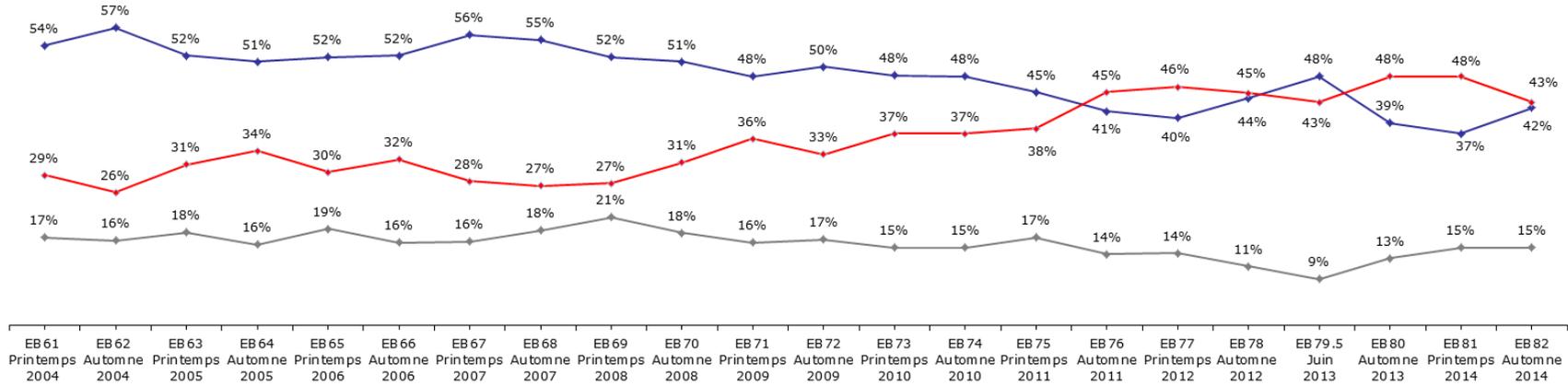
**Assez largement positive à l'automne 2004** (57% dans l'EB62 de l'automne 2004), **la confiance accordée au Parlement européen s'est progressivement dégradée pour devenir minoritaire** à partir de l'automne 2011 (45% contre 41% de confiance dans l'EB76). Rappelons que cette vague d'enquête de l'automne 2011 enregistre une dégradation forte de l'ensemble des indicateurs. Dans l'enquête de juin 2013, la confiance dans le PE est brièvement redevenue majoritaire (48% contre 43%). Enfin, à l'automne 2014, la confiance dans le Parlement européen est pratiquement au même niveau que la défiance (42% contre 43%).

---

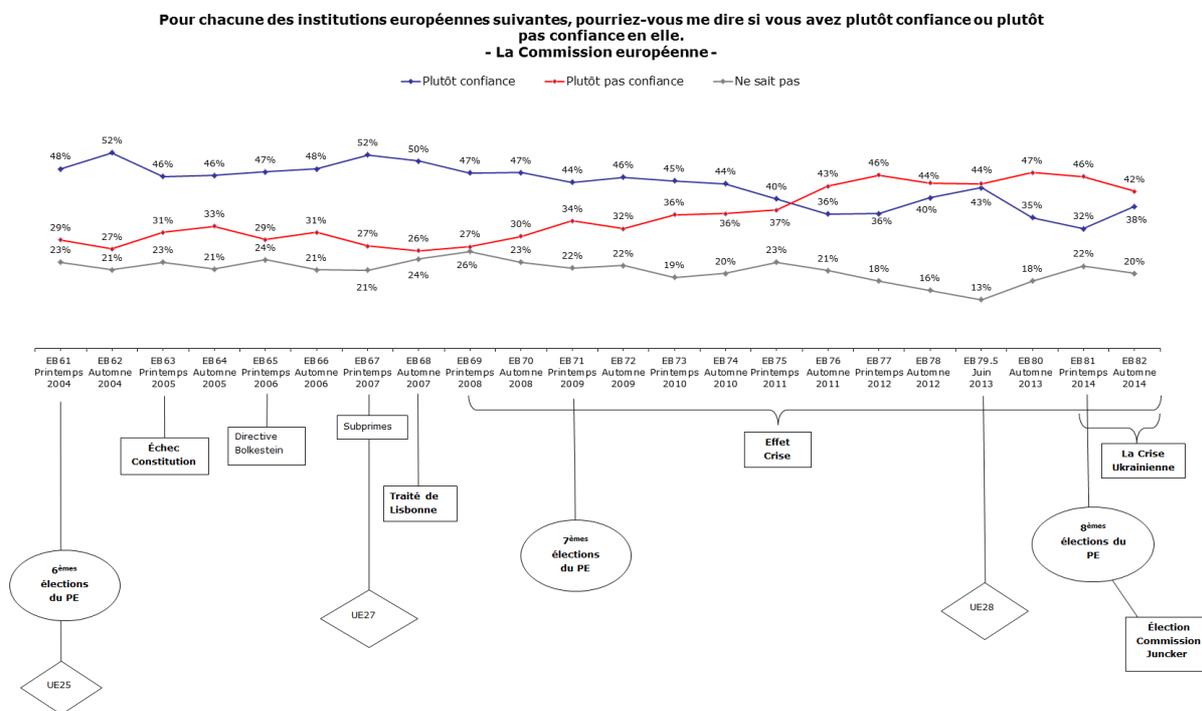
<sup>5</sup> Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.  
**- Le Parlement européen -**

— Plutôt confiance — Plutôt pas confiance — Ne sait pas

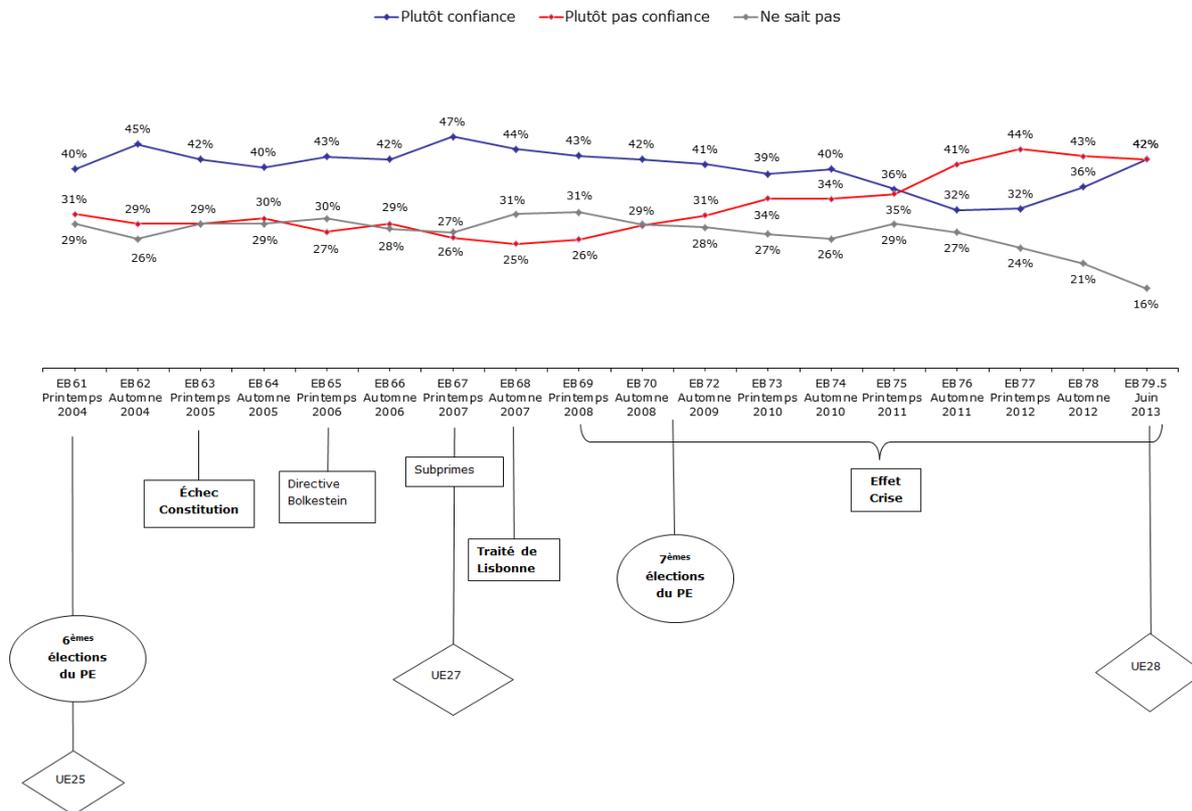


Le mouvement est similaire s'agissant de **la confiance accordée à la Commission européenne**. Le niveau de confiance s'est progressivement dégradé, pour devenir minoritaire à partir de l'automne 2011 (43% dans l'EB76, contre 36% de confiance). Depuis, la défiance est restée dominante, même si la confiance est en augmentation dans la dernière enquête.

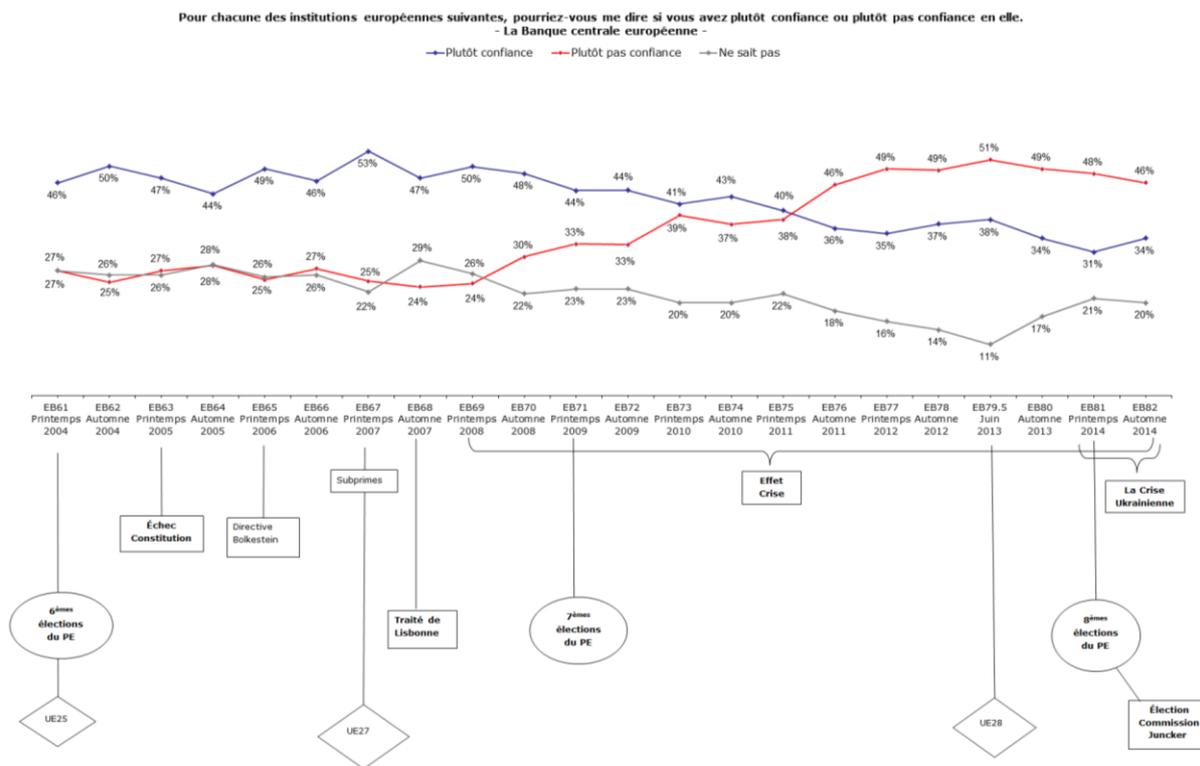


**La confiance accordée au Conseil de l'Union européenne** s'est également détériorée pour devenir minoritaire à partir d'automne 2011 (EB76). Cela dit, cette confiance s'est redressée depuis l'automne 2012, pour atteindre 42% dans la dernière mesure en juin 2013 (même niveau que la défiance). Le taux de sans réponse est élevé, mais en baisse continue depuis l'automne 2011 (16% dans l'EB79.5 de juin 2013).

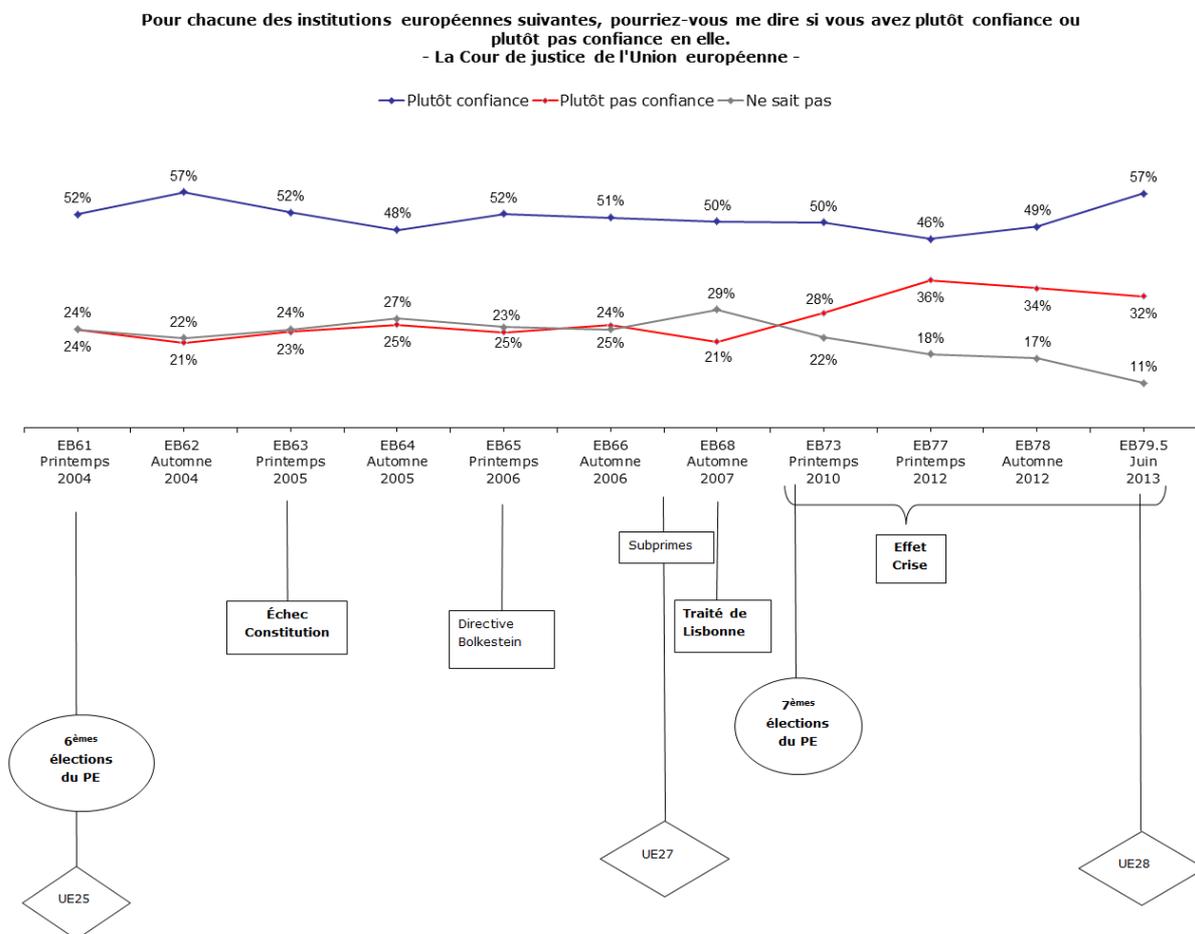
**Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.**  
**- Le Conseil de l'Union européenne -**



**La confiance accordée à la Banque centrale européenne** connaît en tendance les mêmes évolutions. C'est sur cette institution que la défiance est la plus élevée, malgré un léger recul depuis l'automne 2013 (EB80).



**La Cour de Justice de l'Union européenne** se démarque des autres institutions : la confiance est restée assez largement majoritaire sur toute la période étudiée (entre l'automne 2004 (EB62) et juin 2013 (EB79.5)). Cependant, la défiance a fortement progressé à partir du printemps 2010 (EB73), pour atteindre 36% au printemps 2012 (EB77). Depuis, elle a légèrement reculé, en restant cependant supérieure à 30%.



## 5. LA CONNAISSANCE DU FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

**Une majorité d'Européens semblent connaître certains grands mécanismes du fonctionnement de l'UE.**

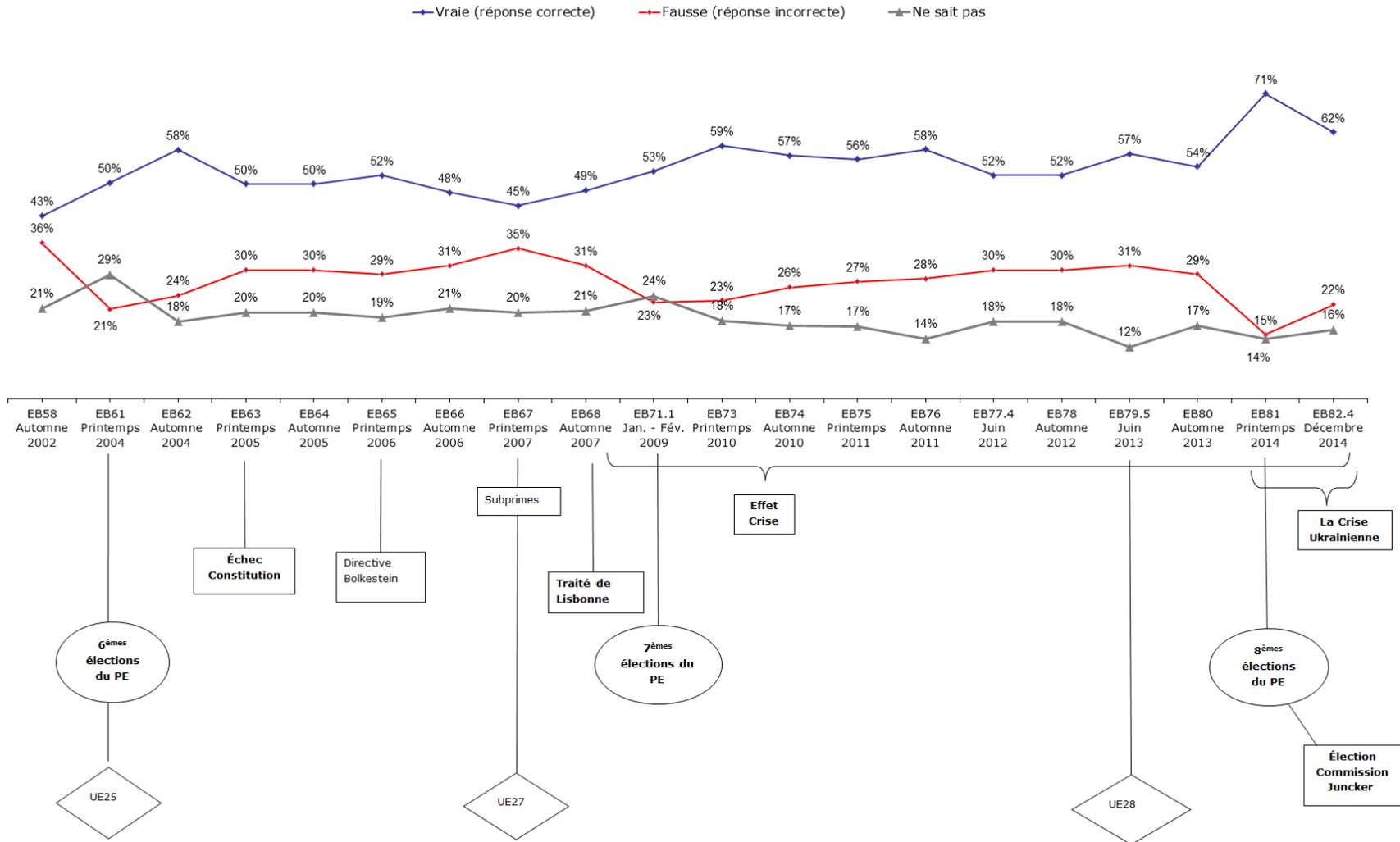
Interrogés par le biais d'une question quizz (vrai/faux)<sup>6</sup> sur leur connaissance du fonctionnement des institutions européennes, **les Européens témoignent d'un niveau d'information relativement élevé puisque qu'une majorité choisit la réponse correcte sur l'ensemble des hypothèses testées.**

**La connaissance du principe de l'élection des parlementaires européens au suffrage universel direct dans chaque État membre est majoritaire depuis l'automne 2002 (EB58).** Cette connaissance évolue positivement à l'occasion de chaque scrutin européen. Cette hausse est particulièrement marquée pour les dernières élections de mai 2014 (71%, +17 points de pourcentage), avant de retomber à 62% lors de la dernière mesure, effectuée, en décembre 2014, son deuxième meilleur niveau.

---

<sup>6</sup> Pour chacune des affirmations suivantes sur l'UE, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse.

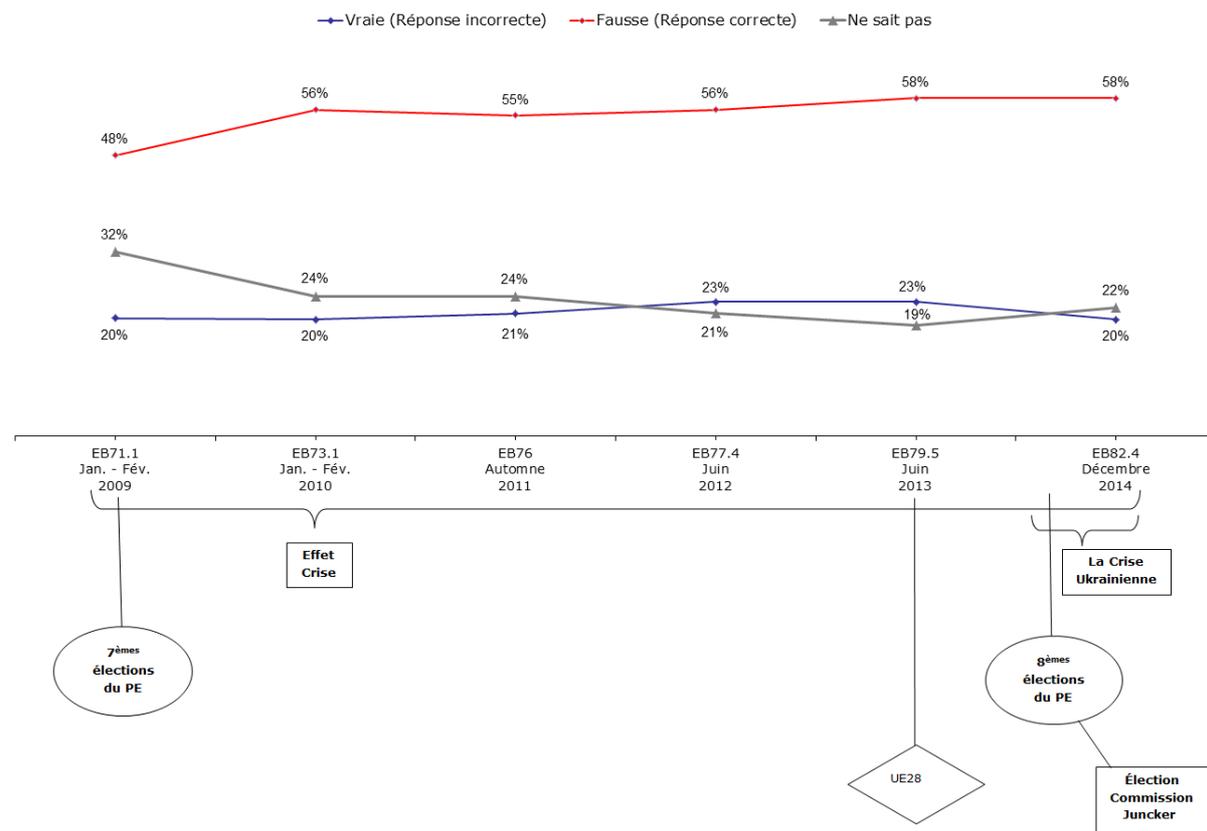
Pour chacune des affirmations suivantes sur l'UE, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse.  
 - Les membres du Parlement européen sont élus directement par les citoyens de chaque Etat membre -



**Une majorité d'Européens savent que les États membres n'ont pas le même nombre de représentants au Parlement européen.** Après une légère progression entre janvier-février 2009 (EB71.1) et janvier-février 2010 (EB73.1) (+8 points, de 48% à 56%), le niveau d'information des Européens sur le nombre de députés européens de chaque État membre au sein du Parlement européen est resté quasiment stable.

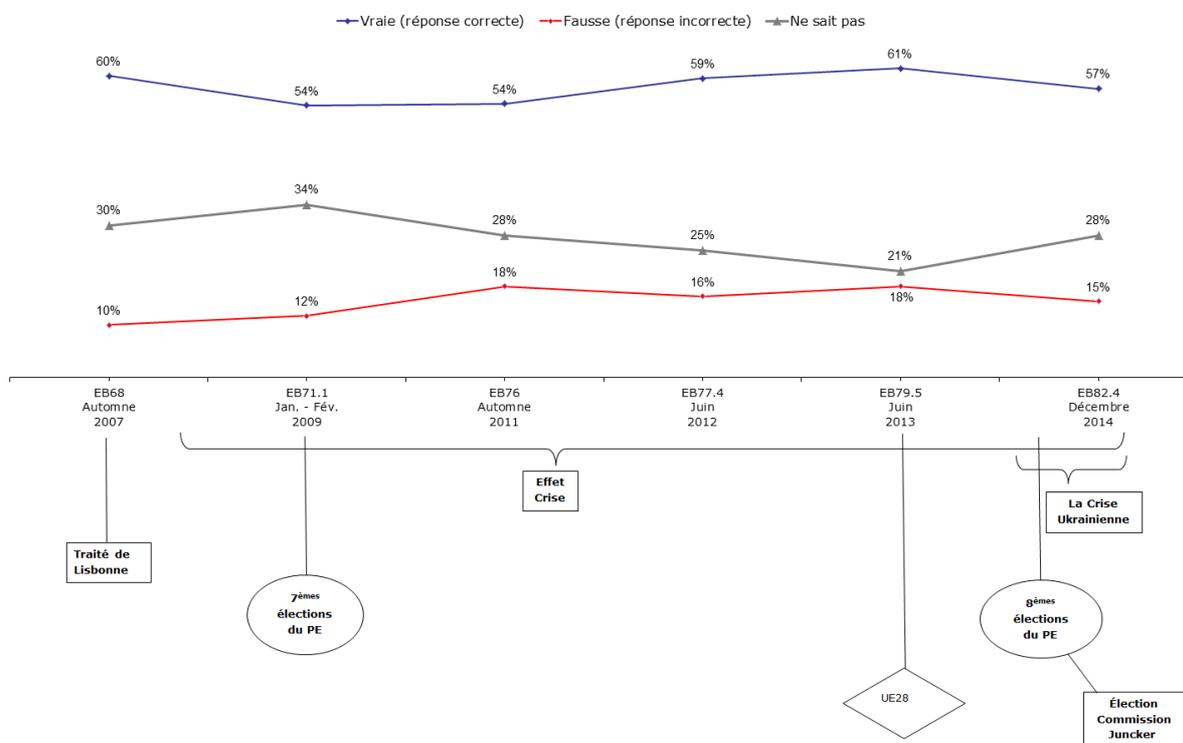
Pour chacune des affirmations suivantes sur l'UE, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse.

- Chaque Etat membre a le même nombre de députés européens -



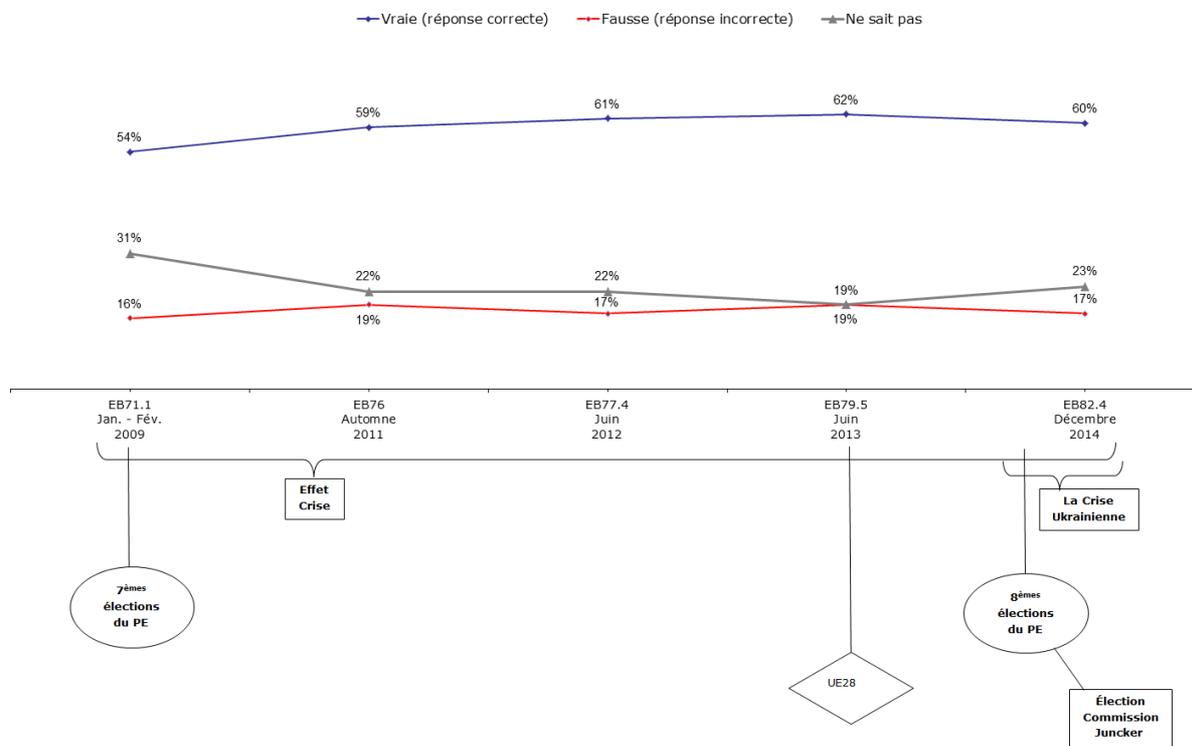
**S'agissant du principe d'un accord commun entre le Parlement européen et les États membres pour déterminer le budget de l'UE, là encore les bonnes réponses l'emportent nettement sur toute la période testée sans pour autant progresser.**

Pour chacune des affirmations suivantes sur l'UE, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse.  
 - Le budget de l'UE est fixé conjointement entre le Parlement européen et les Etats membres -



**La connaissance du principe d'un accord entre Parlement européen et États membres sur les directives et réglementations européennes est également largement majoritaire** : elle s'est légèrement améliorée de janvier-février 2009 (EB71.1) à l'automne 2011 (59%) et est restée autour de 60% depuis.

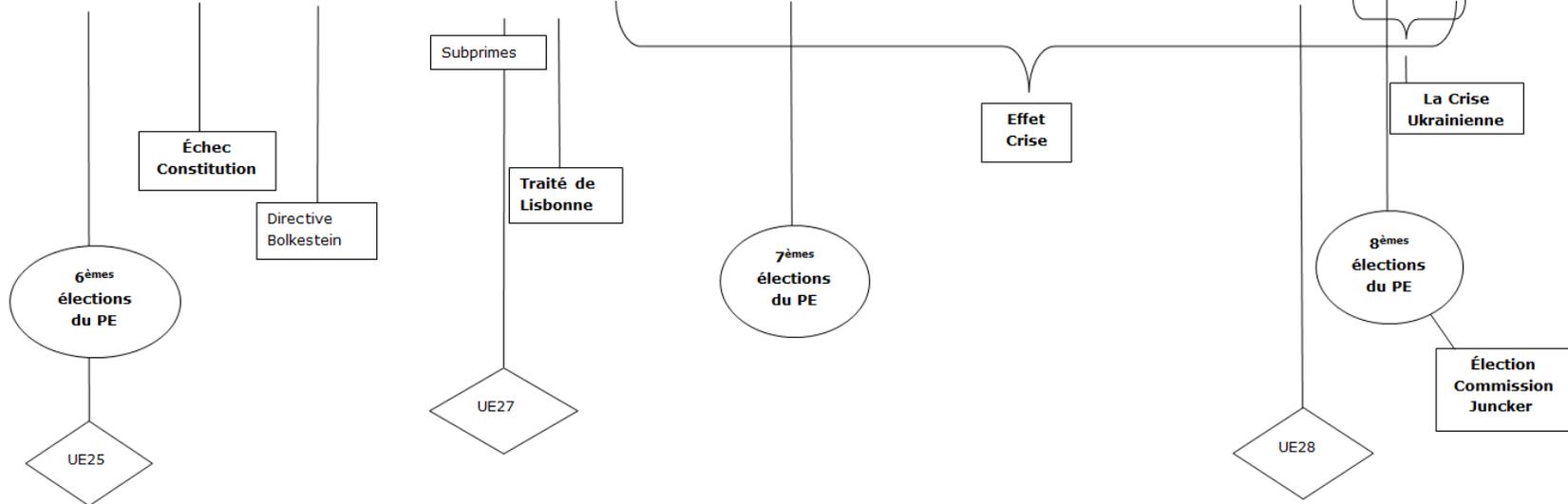
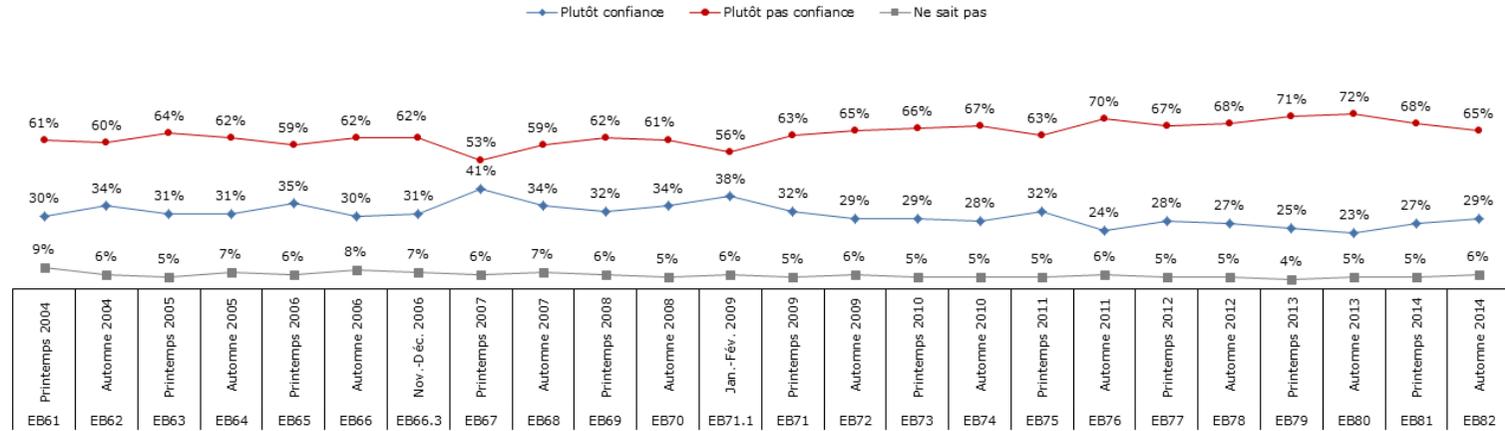
Pour chacune des affirmations suivantes sur l'UE, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse.  
 - Au niveau de l'UE, les lois européennes (directives et règlements) doivent faire l'objet d'un accord entre le Parlement européen et les États membres -



## 6. LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX INSTITUTIONS NATIONALES

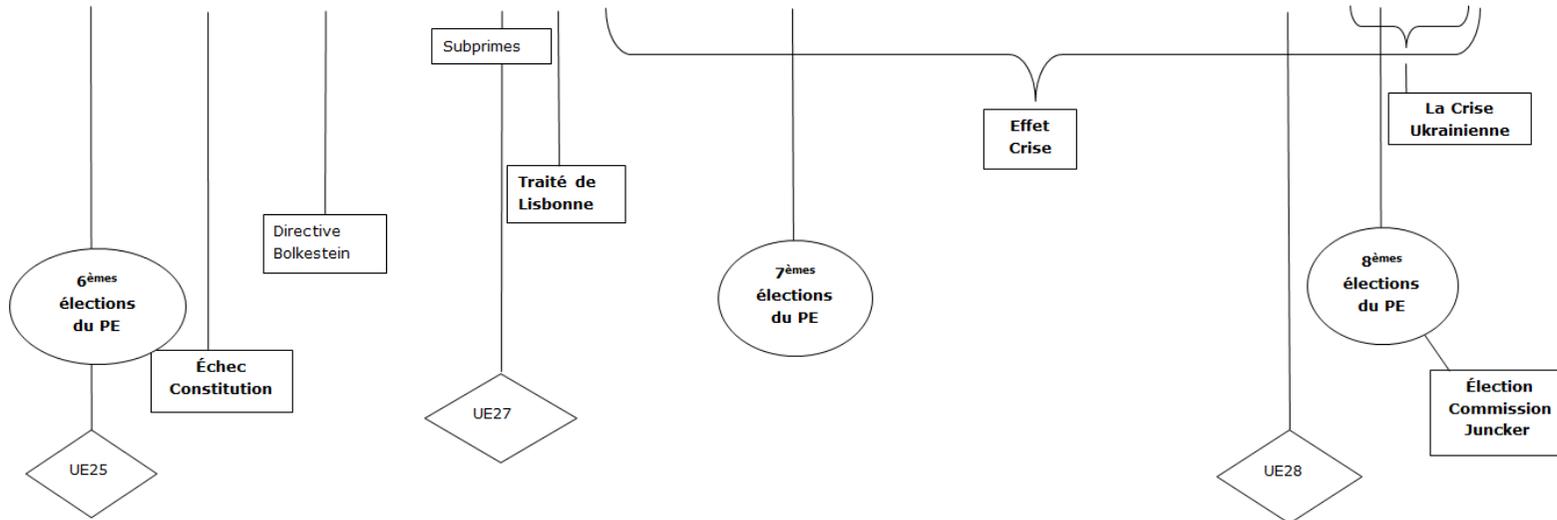
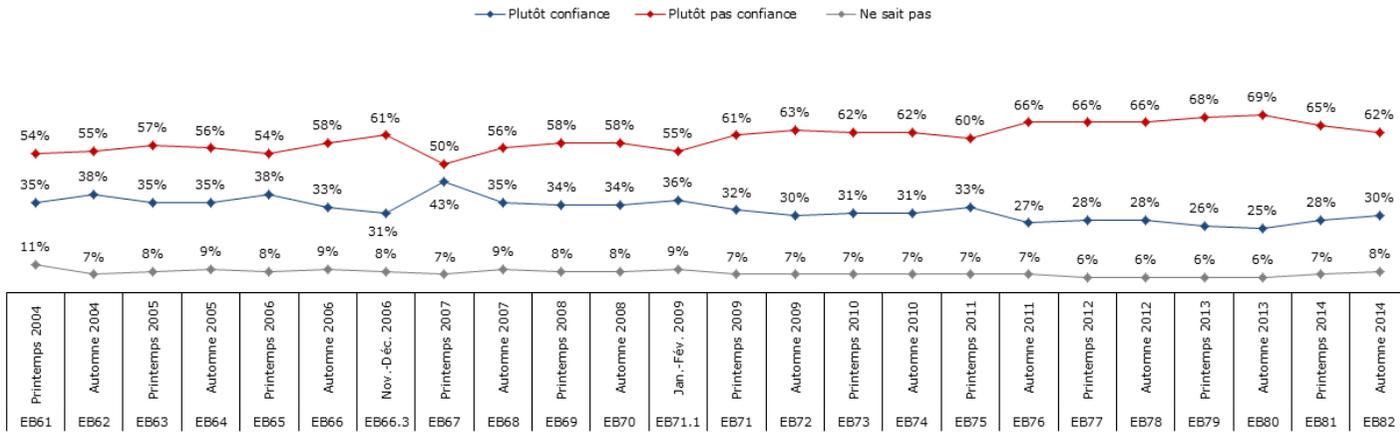
**Une large majorité des Européens n'ont pas confiance dans leur Gouvernement national**, et la confiance a globalement reculé entre 2004 et 2014. Après avoir atteint son plus bas niveau à l'automne 2013 (23% dans l'EB80), cette confiance dans le Gouvernement national a légèrement progressé depuis, pour atteindre 29% dans l'enquête de l'automne 2014.

Pour chacun des médias suivants et chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui/elle.  
**Le Gouvernement (NATIONALITE) - % UE**



**De la même manière, seule une minorité des Européens ont confiance dans leur Parlement national.** Cette confiance dans le Parlement national suit les mêmes tendances que celle dans le Gouvernement national : elle a globalement diminué entre 2004 et 2014, pour atteindre son plus bas niveau à l'automne 2013 (25% dans l'EB80). Dans chacune des enquêtes analysées, la confiance dans le Parlement national est très légèrement supérieure à celle dans le Gouvernement national. **Cependant, la confiance dans les institutions nationales est inférieure à celle dans l'Union européenne,** même si l'écart a eu tendance à se réduire depuis le début de la crise économique.

Pour chacun des médias suivants et chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui/elle.  
**Le Parlement (NATIONALITE) - % UE**



## II. LA DÉMOCRATIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

### PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- **En 2002, un Européen sur cinq considère que sa voix compte dans l'UE. En 2014, ils sont deux sur cinq.**
- **Sur la même période, la proportion de ceux qui considèrent que leur voix ne compte pas est passée de deux tiers en 2002 à un peu plus de la moitié en 2014.**
- Dans la plupart des enquêtes analysées, **la majorité des citoyens européens considère que leur voix compte dans leur pays. Ils sont un peu plus nombreux encore (plus de six Européens sur dix) à considérer que la voix de leur pays compte dans l'UE**, mais le nombre de ceux qui sont d'un avis contraire a augmenté depuis 2002.
- **Le sentiment de citoyenneté européenne est resté stable et majoritaire**, sans être affecté par les actualités propres à l'Union européenne et aux changements de contexte économique et politique. Cet indicateur n'a en effet pas connu de bouleversements majeurs entre 1992 et 2013. L'identité nationale est plus forte au milieu des années 90, à la veille de l'entrée en vigueur de l'euro, ou encore au printemps 2010 en pleine crise de la dette de plusieurs États membres. Le sentiment de citoyenneté européenne remonte, lui, au lendemain de l'adoption de l'euro et même en pleine crise économique, notamment pendant l'année 2012.
- **L'attachement à l'Union européenne partage l'opinion publique en deux** sur la période étudiée : il est en hausse dans la période légèrement controversée de débats sur la ratification du traité constitutionnel qui semble avoir eu pour effet de rendre l'Union européenne plus concrète aux yeux des Européens. Cet attachement a également été marqué positivement par l'élargissement de 2007. Il faiblit ensuite, en conséquence de la crise financière et de la dette des États membres, qui affecte également l'ensemble des autres indicateurs.

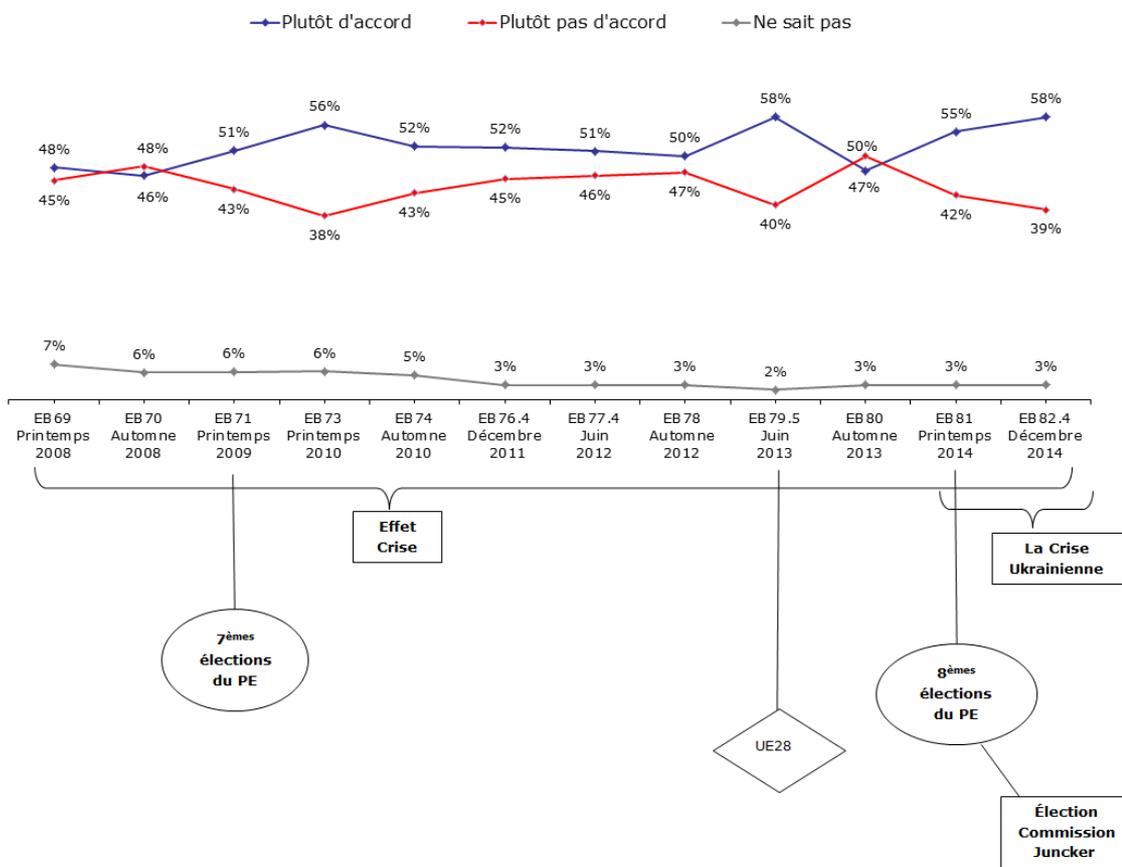
- Pour autant, **une majorité nette d'Européens ont le sentiment que ce qui les rassemble au sein de l'UE est plus fort que ce qui les divise.** Ils identifient d'ailleurs, avec toujours autant de force, malgré la crise, plusieurs marqueurs identitaires de l'Union européenne, et notamment les valeurs démocratiques et l'euro, qui s'imposent comme les principaux éléments constitutifs de l'identité européenne.
- **Le sentiment de citoyenneté européenne reste fort malgré les soubresauts traversés par l'Union européenne** ces dernières années.

# 1. LA VOIX DES CITOYENS EUROPÉENS

## Les Européens estiment que leur voix compte dans leur pays

Testé entre le printemps 2008 (EB69) et la fin de l'année 2014 (EB82.4), le sentiment des Européens que leur voix compte dans leur propre pays<sup>7</sup> est majoritaire à deux exceptions près : à l'automne 2008 (48% « pas d'accord », contre 46% « d'accord ») et à l'automne 2013 (50% contre 47%), une courte majorité des Européens estimaient que leur voix ne comptait pas dans leur pays.

**Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?**  
**- Ma voix compte en (NOTRE PAYS)-**



<sup>7</sup> Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?  
 - Ma voix compte en (NOTRE PAYS) -

### Une majorité d'Européens considèrent que leur voix ne compte pas dans l'UE

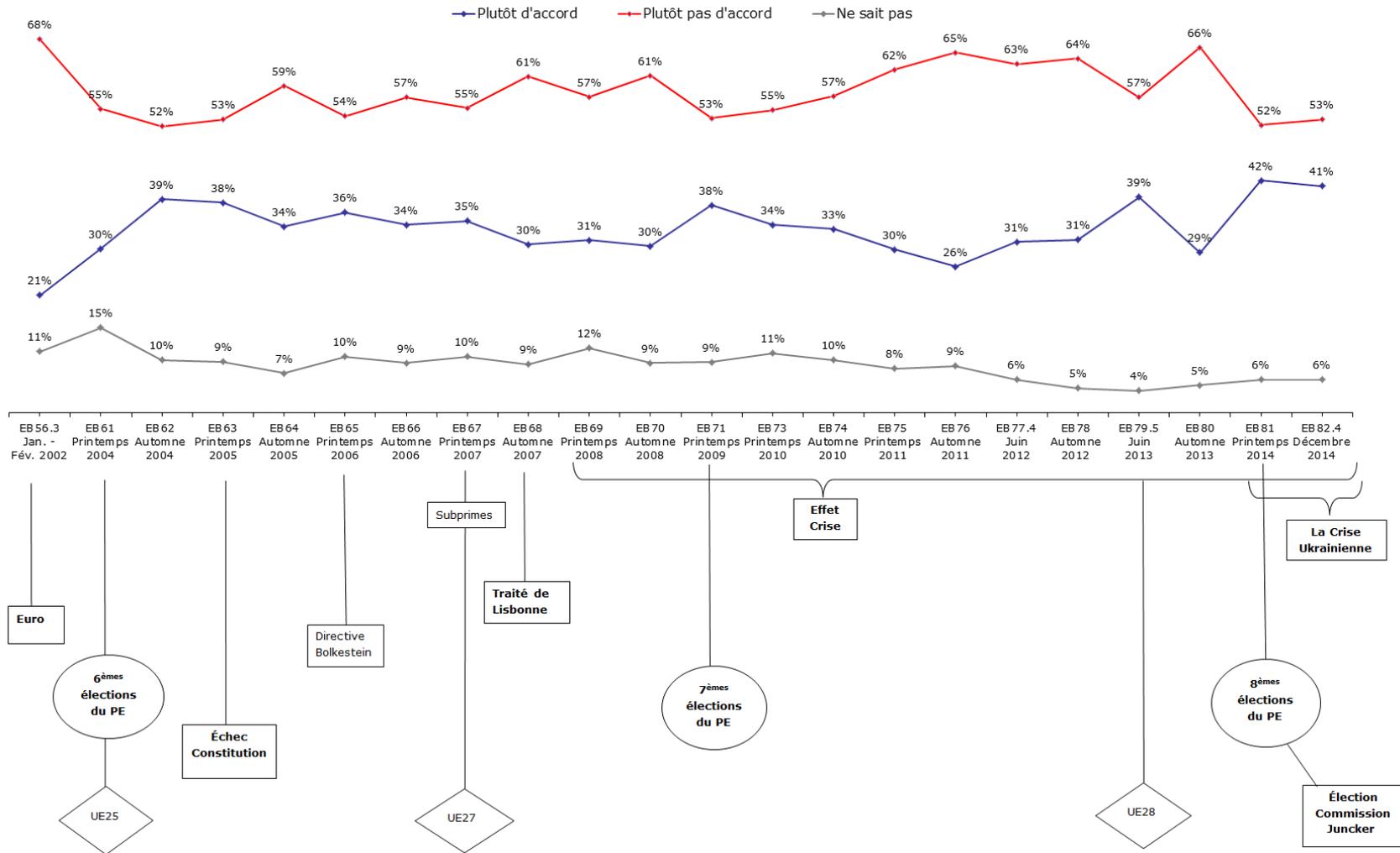
**Le sentiment des Européens que leur voix compte dans l'Union européenne<sup>8</sup>, testé entre le début de l'année 2002 (EB56.3 de janvier-février 2002) et la fin de l'année 2014 (EB82.4, décembre 2014) est minoritaire sur l'ensemble de la période.** En tendance, ce sentiment a progressé depuis 2002, pour passer de 21% dans l'EB56.3 en 2002, à 41% en décembre 2014 (EB82.4). **Cette opinion a enregistré de fortes hausses dans les enquêtes réalisées après les élections européennes :** en 2004 (+9 points, à 39% dans l'EB62), en 2009 (+8, à 38% dans l'EB71), et en 2014 (+13 à 42% dans l'EB81)<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ? - Ma voix compte dans l'UE -

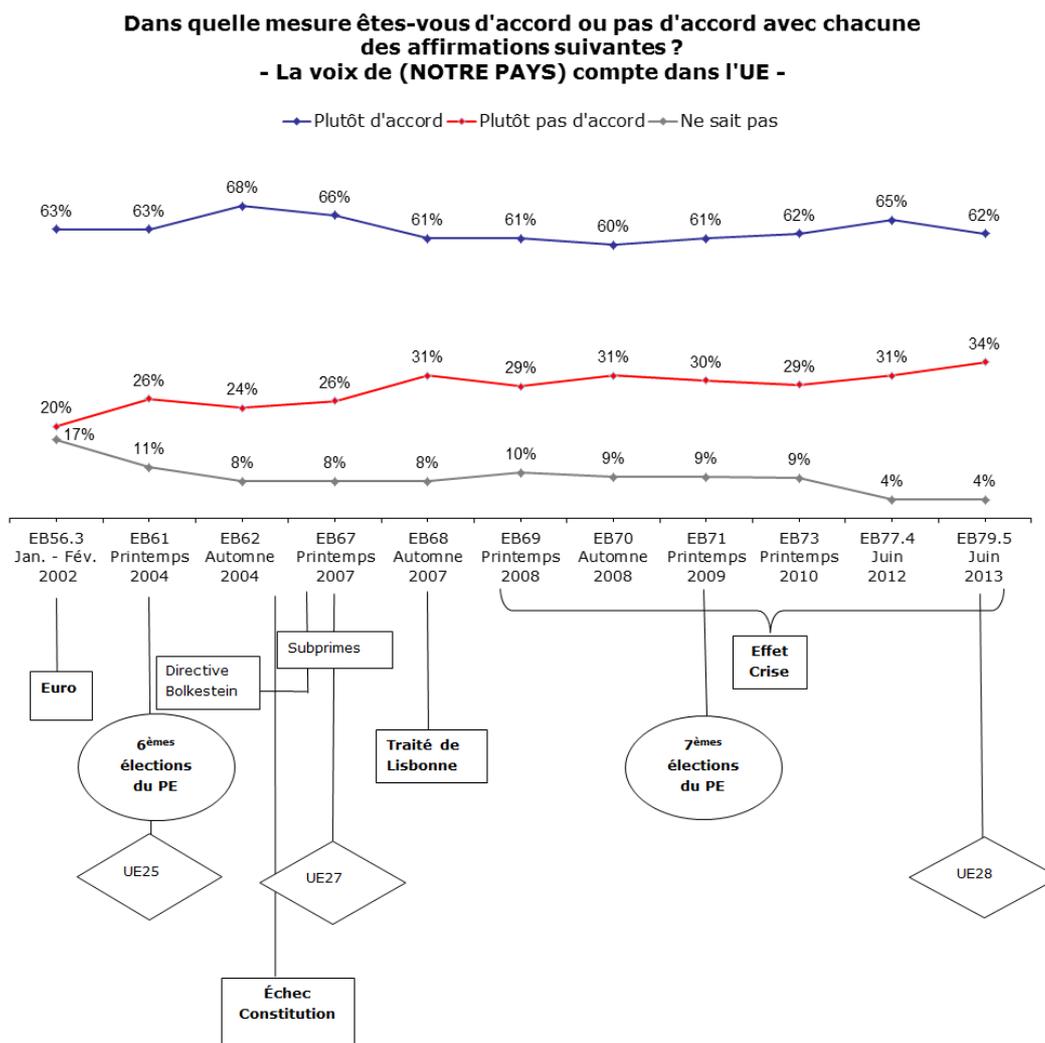
<sup>9</sup> L'enquête EB61 du printemps 2004 a été réalisée avant les élections européennes de 2004. Les enquêtes EB71 du printemps 2009, et EB81 du printemps 2014 l'ont été *au lendemain* des élections européennes.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?  
- Ma voix compte dans l'UE -



**Plus de six Européens sur dix jugent que la voix de leur pays compte dans l'UE**

**Le sentiment qu'ont les Européens que la voix de leur pays compte dans l'Union européenne<sup>10</sup> est nettement majoritaire sur la période allant du début de l'année 2002 (EB56.3) à juin 2013 (EB79.5), avec des évolutions mineures : il reste tout le temps supérieur ou égal à 60%. Cependant, la proportion de personnes n'étant pas d'accord avec cette opinion tend à augmenter, passant de 20% dans l'EB56.3 de janvier-février 2002, à 34% en juin 2013 (EB79.5).**

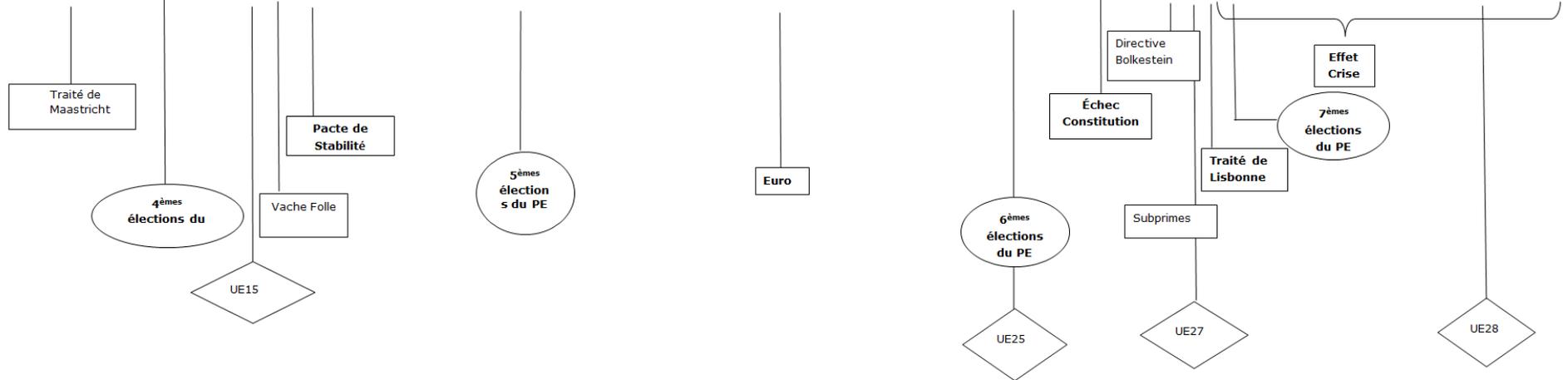
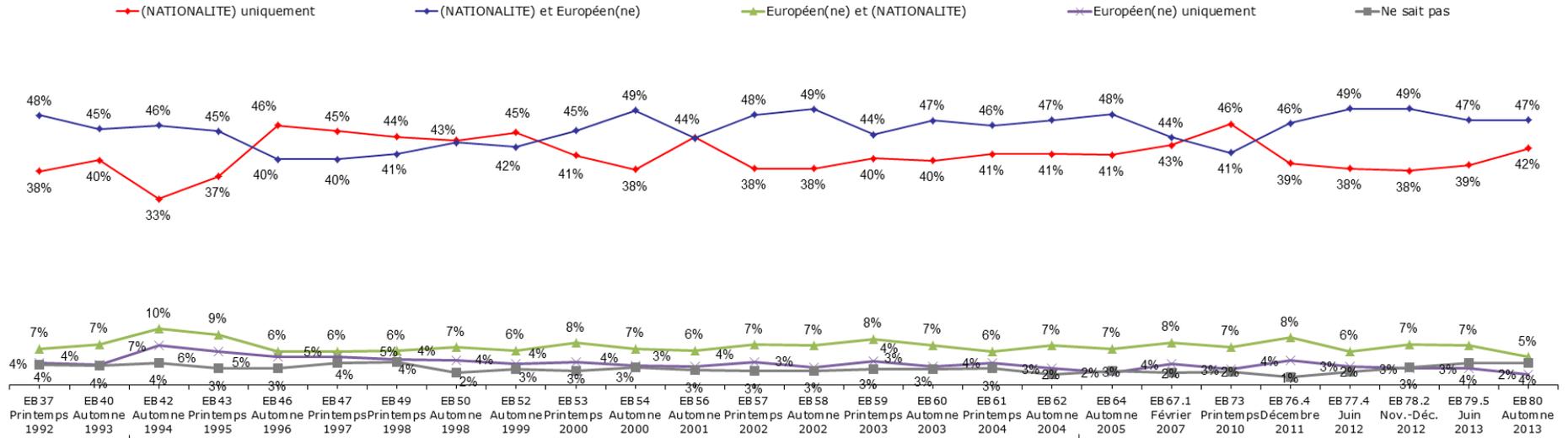


<sup>10</sup> Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?  
 - La voix de (NOTRE PAYS) compte dans l'UE -

## 2. UN SENTIMENT DE CITOYENNETÉ EUROPÉENNE QUI RÉSISTE À LA CRISE

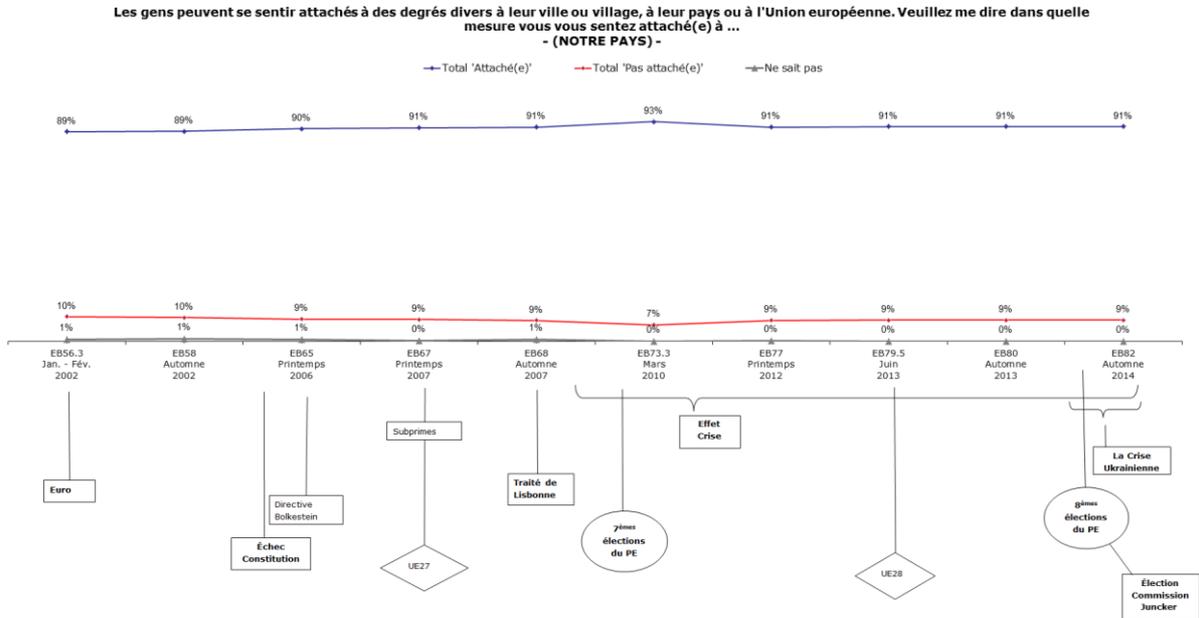
Dans la plupart des enquêtes analysées, **une majorité d'Européens disent se voir comme national et Européen** (dans des proportions comprises entre 40% et 50%). **Un nombre important d'entre eux se voient uniquement comme national**, cette proportion étant même majoritaire entre l'automne 1996 et le printemps 1998, à l'automne 1999 et au printemps 2010. **10% ou moins se voient comme Européen et national, une proportion plus faible se voyant comme Européen uniquement.**

Dans un futur proche, vous voyez-vous comme... ?

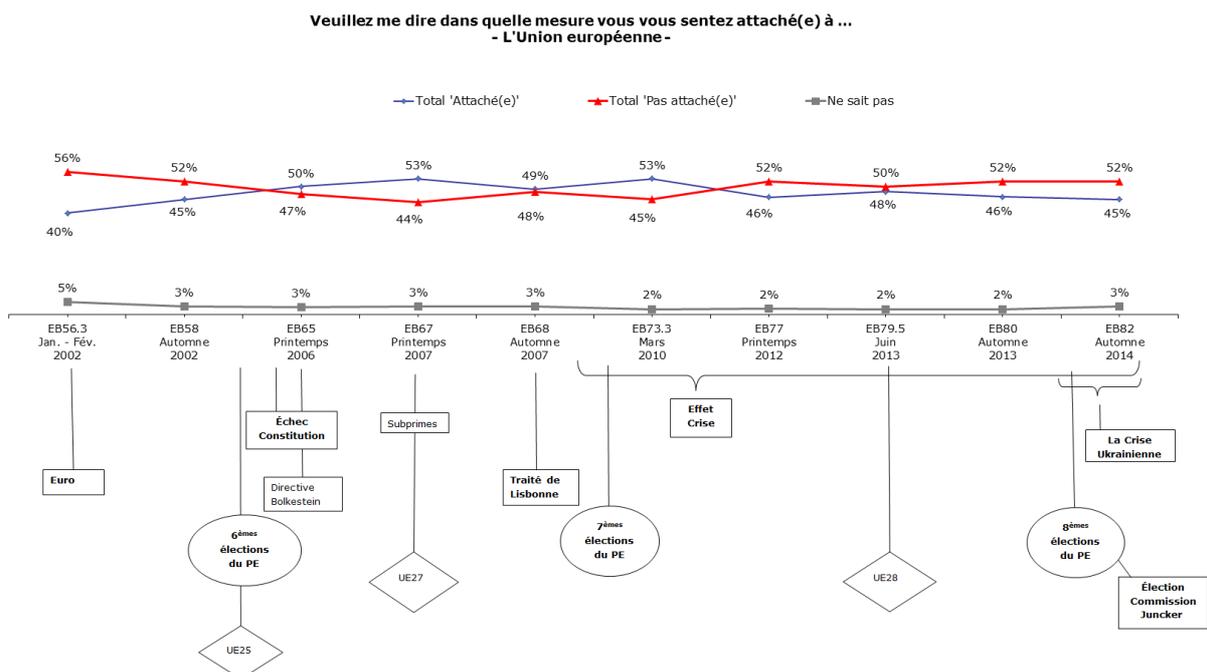


### 3. UN ATTACHEMENT À L'UNION EUROPÉENNE QUI PERSISTE

L'attachement des Européens à leur pays autour de 90% est très fort et stable dans le temps (autour de 90% entre l'EB56.3 de janvier-février 2002 et l'EB82 de l'automne 2014).



Les Européens sont nettement plus divisés en ce qui concerne leur attachement à l'Union européenne : après avoir été majoritaire entre l'EB65 du printemps 2006 et l'EB73.3 de mars 2010, il est redevenu minoritaire depuis l'EB77 du printemps 2012, et ce jusqu'à l'automne 2014.



#### 4. LES ÉLÉMENTS IDENTITAIRES DE L'UNION EUROPÉENNE

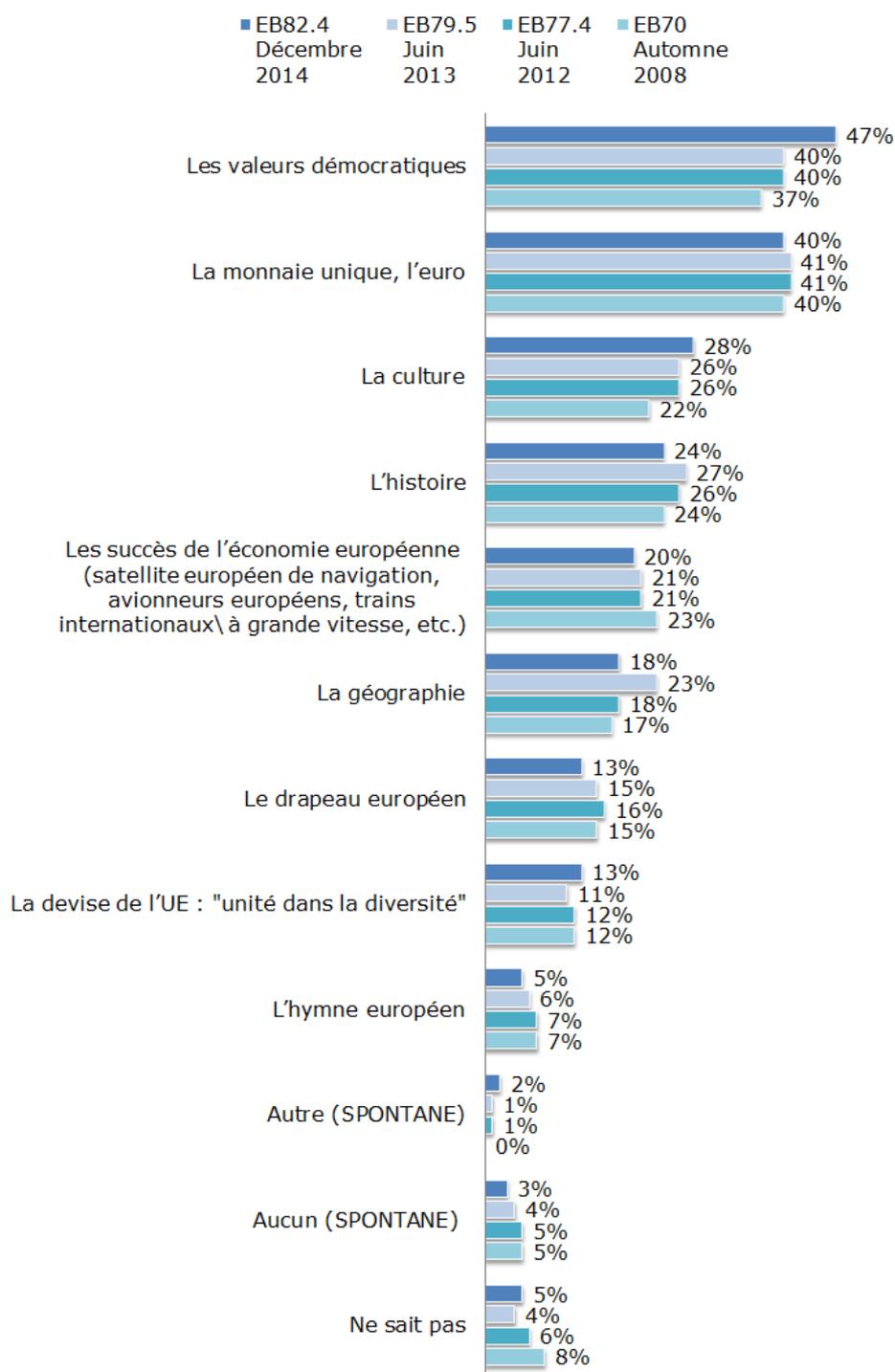
##### → Des marqueurs identitaires qui se maintiennent malgré la crise

« **Les valeurs de démocratie et de liberté** » sont identifiées par les Européens comme le principal élément qui constitue l'identité de l'UE à leurs yeux<sup>11</sup> (47% dans l'EB82.4 de décembre 2014). Au deuxième rang, les Européens placent l'euro (40% en décembre 2014). Viennent ensuite la culture (28%), l'histoire (24%), et « les succès de l'économie européenne » (20%). Les autres dimensions sont citées par moins d'un cinquième des Européens.

---

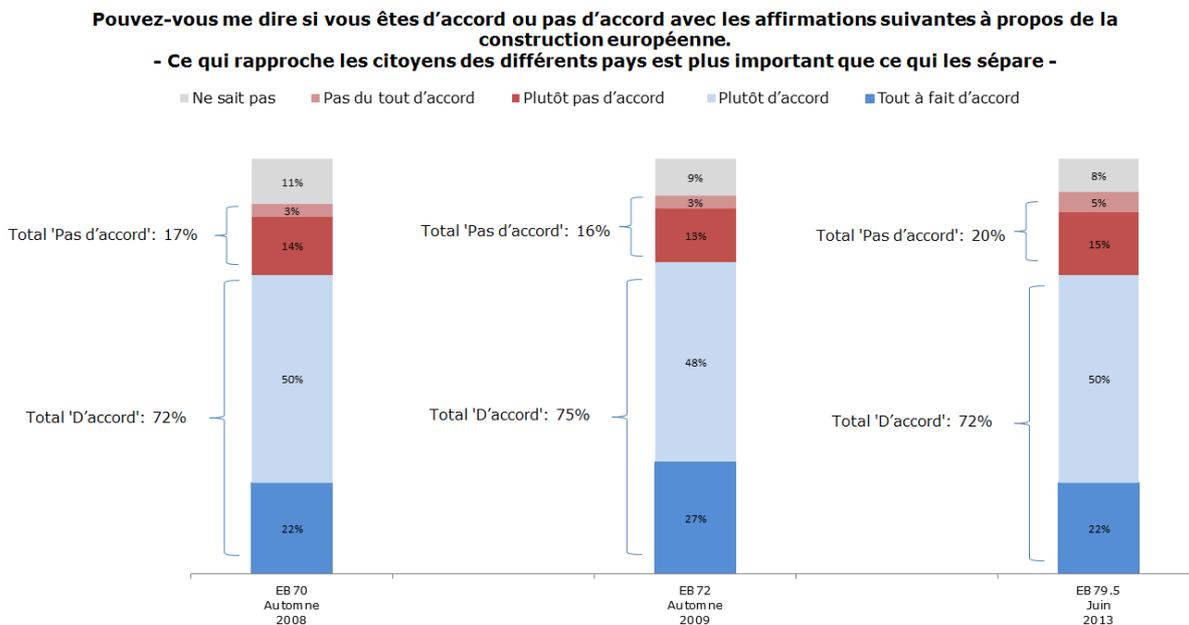
<sup>11</sup> Plusieurs éléments peuvent constituer l'identité européenne. Parmi les suivants, lesquels vous paraissent les plus importants pour constituer l'identité européenne ? (MAXIMUM 3 RÉPONSES POSSIBLES)

**Plusieurs éléments peuvent constituer l'identité européenne. Parmi les suivants, lesquels vous paraissent les plus importants pour constituer l'identité européenne ?**



(MAXIMUM 3 RÉPONSES POSSIBLES)

Les trois quart des Européens environ sont d'accord avec l'affirmation suivante concernant la construction européenne : « **ce qui rapproche les citoyens des différents pays est plus important que ce qui les sépare** ». Cela a été le cas les trois fois que la question a été posée, à l'automne 2008 (EB70), l'automne 2009 (EB72) et en juin 2013 (EB79.5).



### III. L'ÉCONOMIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

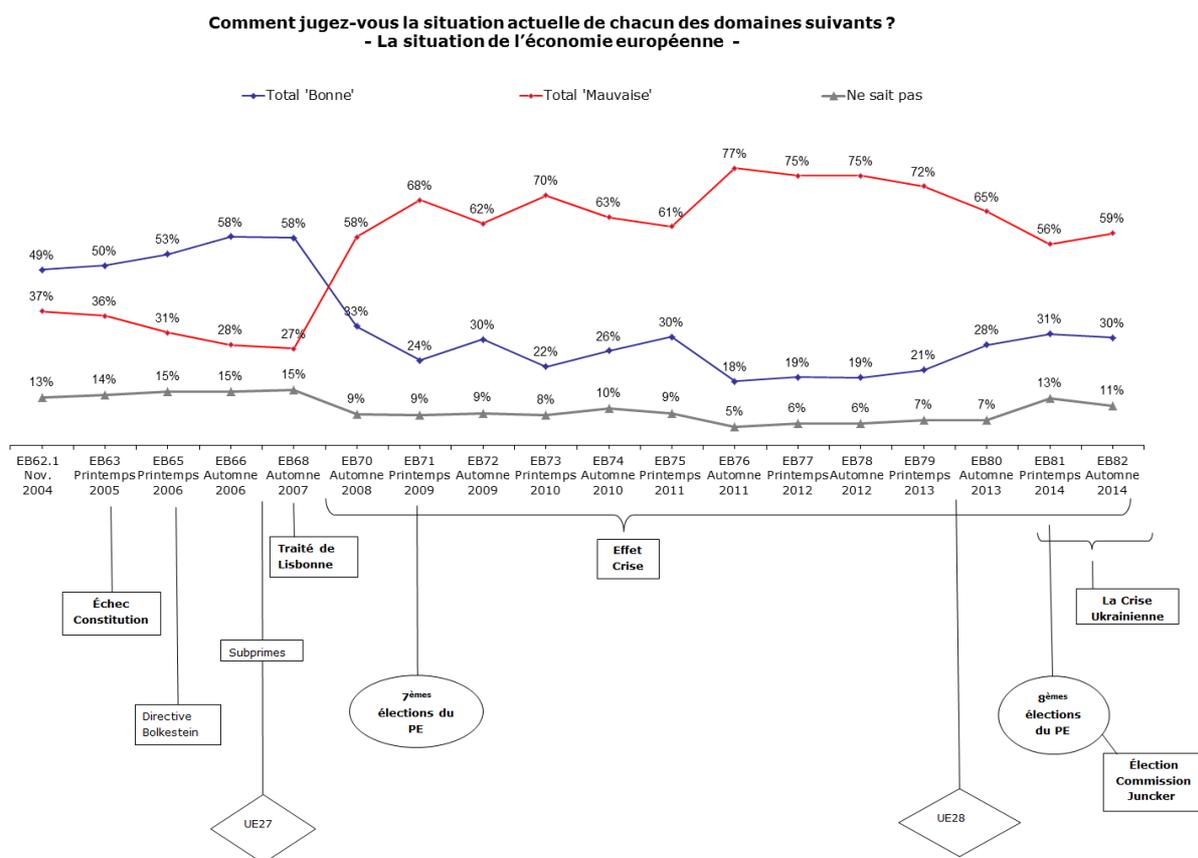
#### PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- **La crise économique a eu un impact important sur les perceptions des Européens à l'égard de la situation économique de leur pays et de l'Union européenne :** l'une comme l'autre sont désormais perçues comme mauvaises, même si cette perception s'est légèrement améliorée dans les enquêtes récentes.
- Par ailleurs, alors qu'avant la crise, les Européens jugeaient leur économie nationale plus sévèrement que celle de l'Union européenne, les choses se sont inversées avec la crise de la dette. **L'Union européenne ne semble donc plus apparaître comme une échelle de référence rassurante dans la crise.**
- **En termes d'attentes à court terme, le pessimisme l'emporte sur l'optimisme sur les différentes dimensions testées** (situation économique nationale, européenne, situation de l'emploi dans le pays), dans une grande majorité des enquêtes. Le sentiment dominant est que les choses ne vont pas changer.
- **Autre signe de crispation :** si l'opinion publique européenne reste majoritairement en faveur de réponses coordonnées pour faire face à la crise, on assiste à une progression de la proportion d'Européens souhaitant des mesures individuelles.
- Aujourd'hui, **la proportion des Européens qui veulent attendre que tous les Etats membres soient prêts pour intensifier le développement d'une politique européenne commune est nettement plus importante** que celle de ceux qui veulent le faire sans attendre les autres États membres soient prêts.
- Pour autant, le fait que **les Européens continuent de considérer que l'Union européenne est l'acteur le plus crédible pour agir efficacement face à la crise** est un signe encourageant.
- **Les clés du renforcement de la performance économique** sont la formation et l'innovation, mais la crise a fait émerger d'autres thématiques comme celle de la réduction des dettes publiques, et mis en retrait les logiques d'investissement.
- **Les attentes des Européens envers l'UE portent principalement sur l'économie :** ils souhaitent que le budget européen soit d'abord affecté aux affaires sociales et l'emploi, et à la croissance économique.

## 1. LA SITUATION ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ET CELLE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

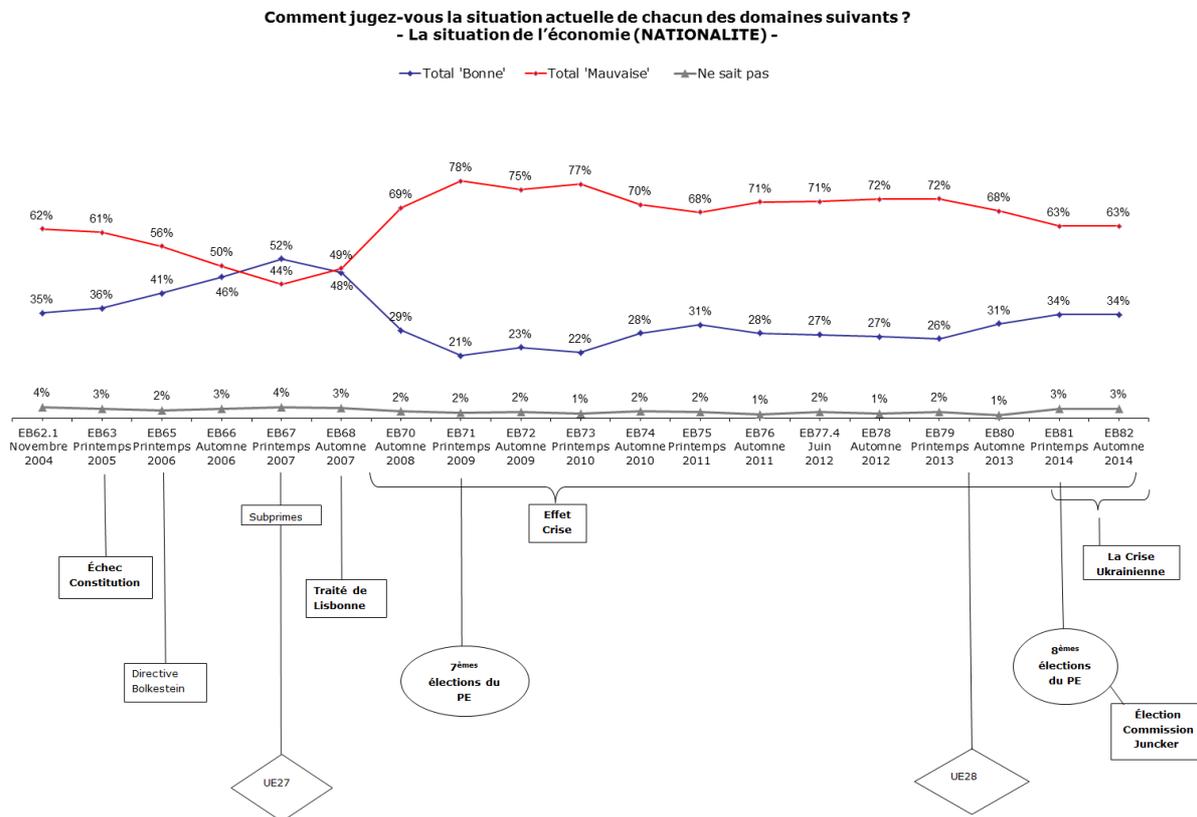
Les jugements sur l'économie européenne et sur l'économie nationale ont brutalement basculé en négatif en 2008, après le déclenchement de la crise économique.

Les jugements des Européens sur la situation économique de l'Union européenne<sup>12</sup>, positifs et suivants une tendance croissante de novembre 2004 (EB62.1) à l'automne 2007 (EB68) sont devenus négatifs à partir de l'automne 2008 (EB70). Ils ont atteints leur plus bas niveau à l'automne 2011 (EB76), en plein cœur de la crise de la dette.

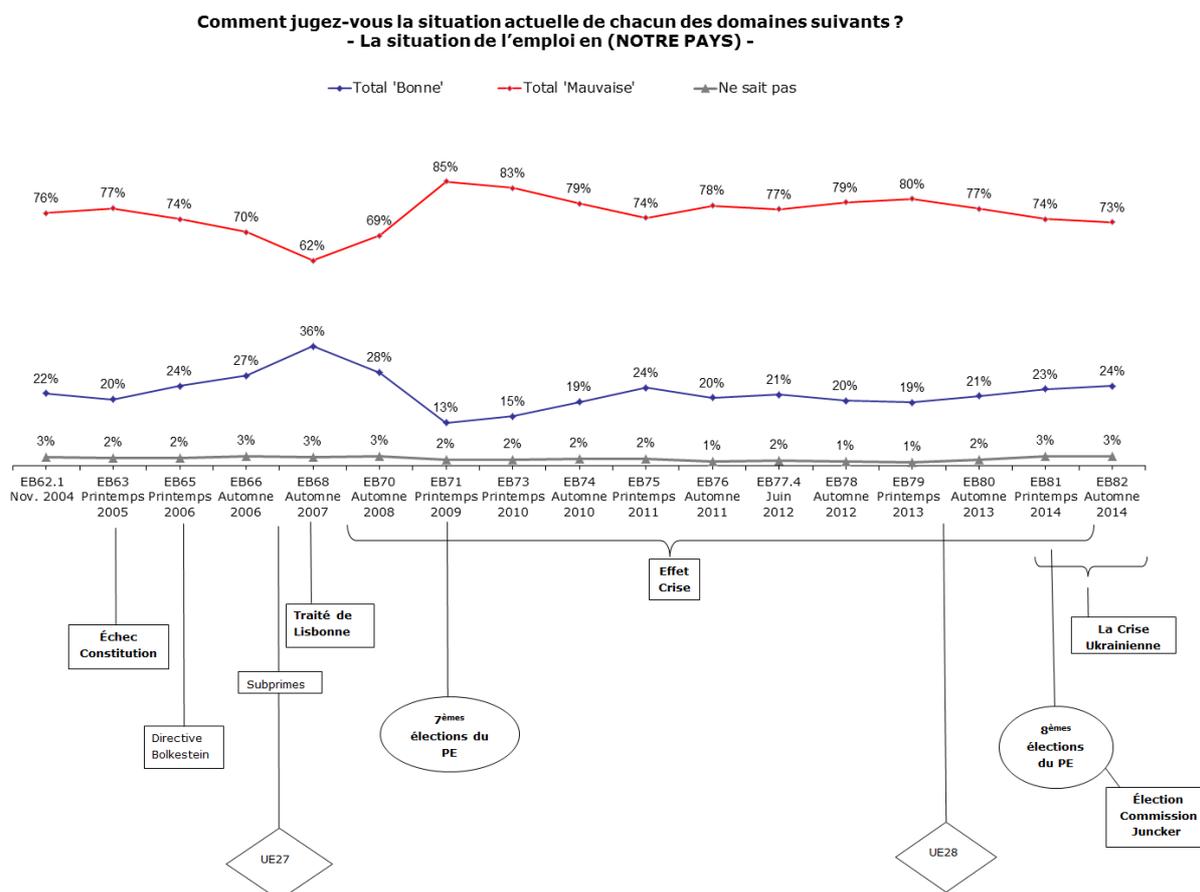


<sup>12</sup> Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation de l'économie (NATIONALITE) / La situation de l'économie européenne / La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS).

Les jugements des Européens sur la situation de l'économie de leur pays suivent la même tendance : **hausse de 2004 à 2007, puis forte dégradation en 2008**. Principale différence avec la perception de l'économie européenne, les jugements étaient négatifs en 2004, et ils le sont donc sur toute la période étudiée, à l'exception du printemps 2007 (52% pour le total « bonne » contre 44% dans l'EB67). Depuis 2009, ces jugements se sont graduellement améliorés.



**L'évaluation de la situation de l'emploi au niveau national** connaît une évolution similaire sur la période, avec une nette majorité de jugements négatifs, une amélioration en 2007 et une dégradation importante à l'automne 2008 et au printemps 2009. Depuis, les jugements se sont légèrement améliorés, tout en restant très largement négatifs.



## 2. LES PROJECTIONS ÉCONOMIQUES

### **Des projections économiques dans l'ensemble assez sombres : moins d'un tiers d'optimistes, quel que soit l'indicateur analysé**

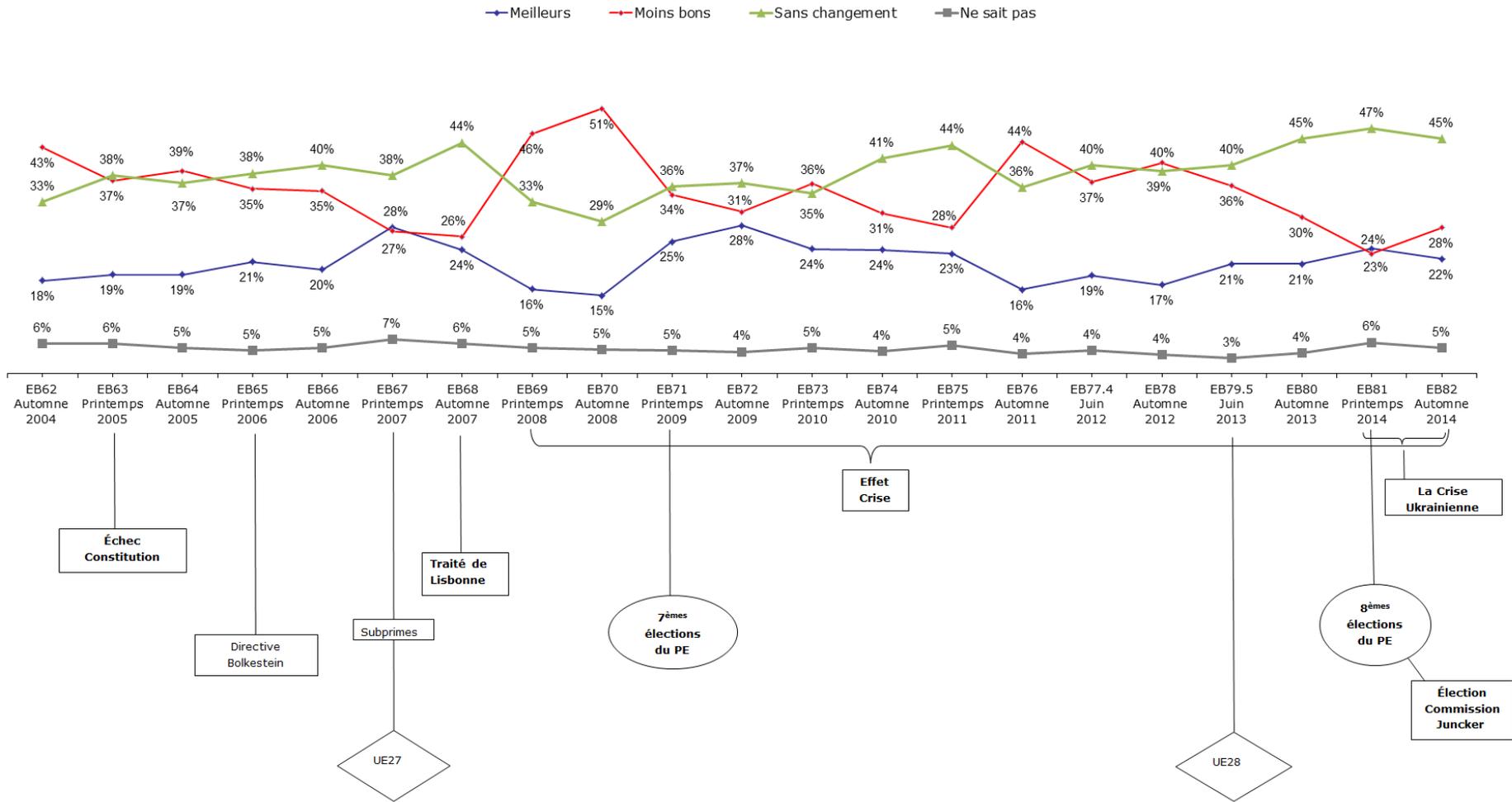
**Les projections concernant la situation économique nationale pour les 12 mois à venir<sup>13</sup> sont dominées par le pessimisme**, qui l'emporte sur l'optimisme sur pratiquement toute la période analysée (de l'automne 2004 (EB62) à l'automne 2014 (EB82)). C'est la courbe du pessimisme (réponse « moins bons ») qui enregistre les évolutions les plus importantes. Dans l'enquête du printemps 2014 (EB81), l'optimisme l'emporte sur le pessimisme (24% « meilleurs » contre 23% « moins bons ») : c'est la deuxième fois de l'histoire de cet indicateur, avec l'EB67 du printemps 2007 (28% contre 27%).

Au-delà de ces deux aspects, c'est la réponse « sans changement » qui se détache nettement en tête.

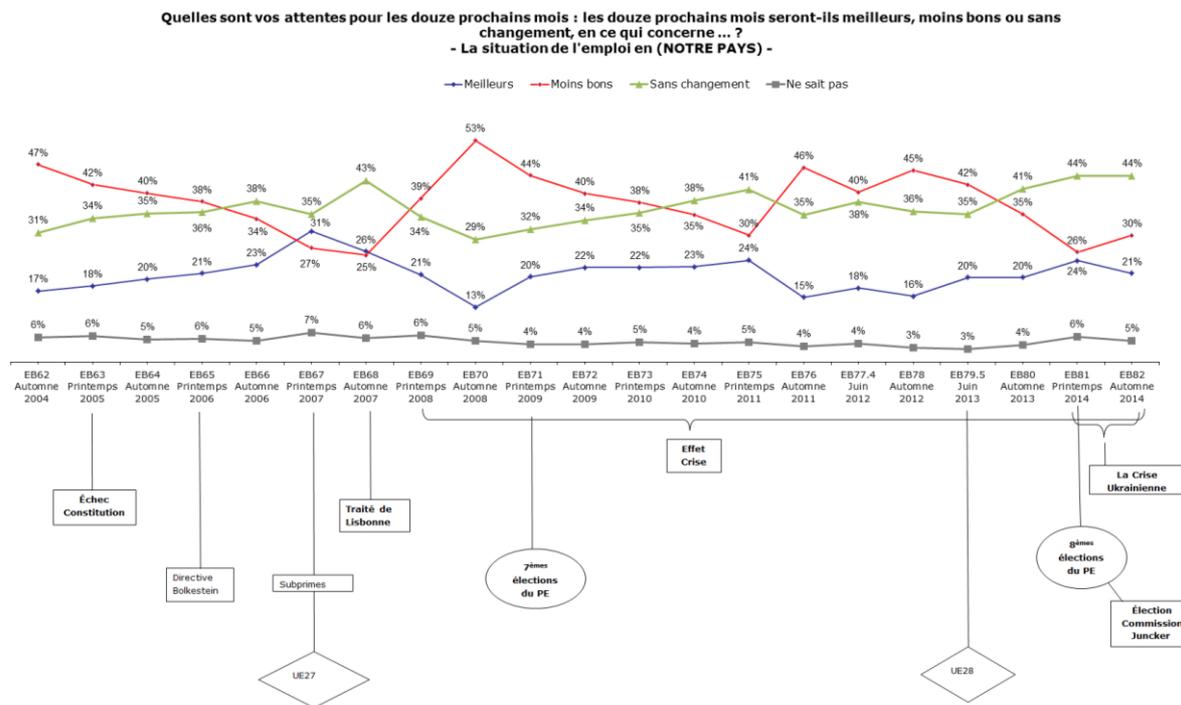
---

<sup>13</sup> Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation économique en (NOTRE PAYS / La situation économique dans l'UE / La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)).

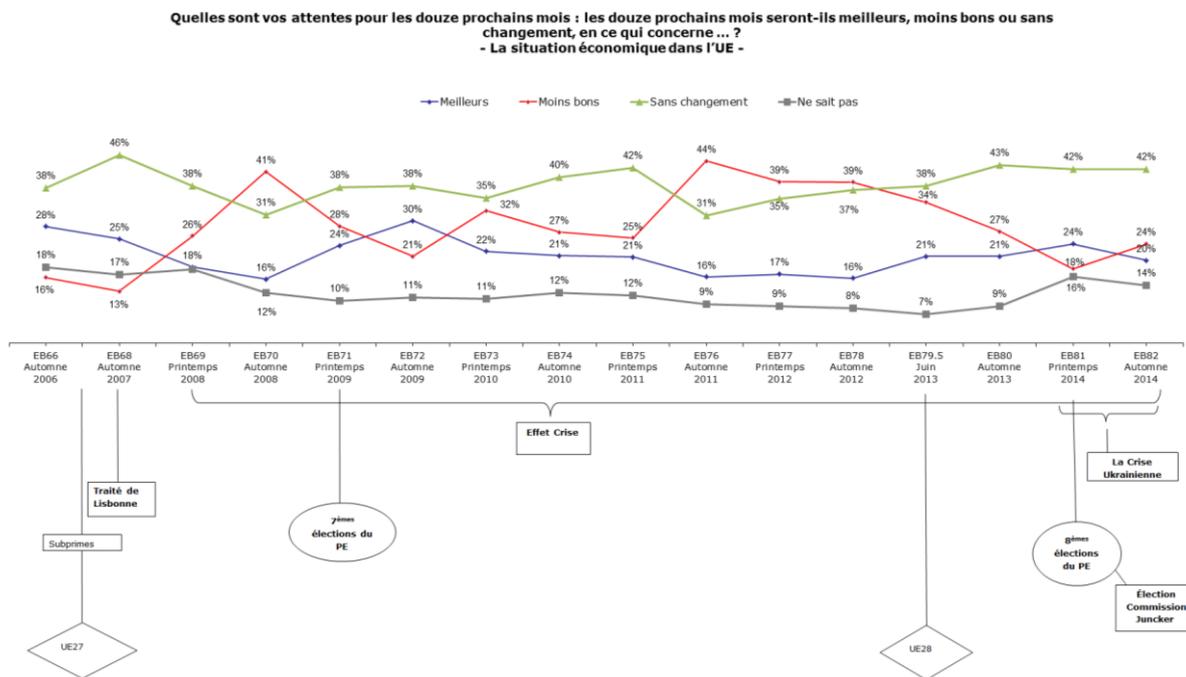
**Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?**  
**- La situation économique en (NOTRE PAYS) -**



**Les projections pour l'emploi au niveau national sont elles aussi restées majoritairement pessimistes sur une grande partie de la période étudiée (les enquêtes du printemps (EB67) et de l'automne 2007 (EB68) constituant les seules exceptions).**



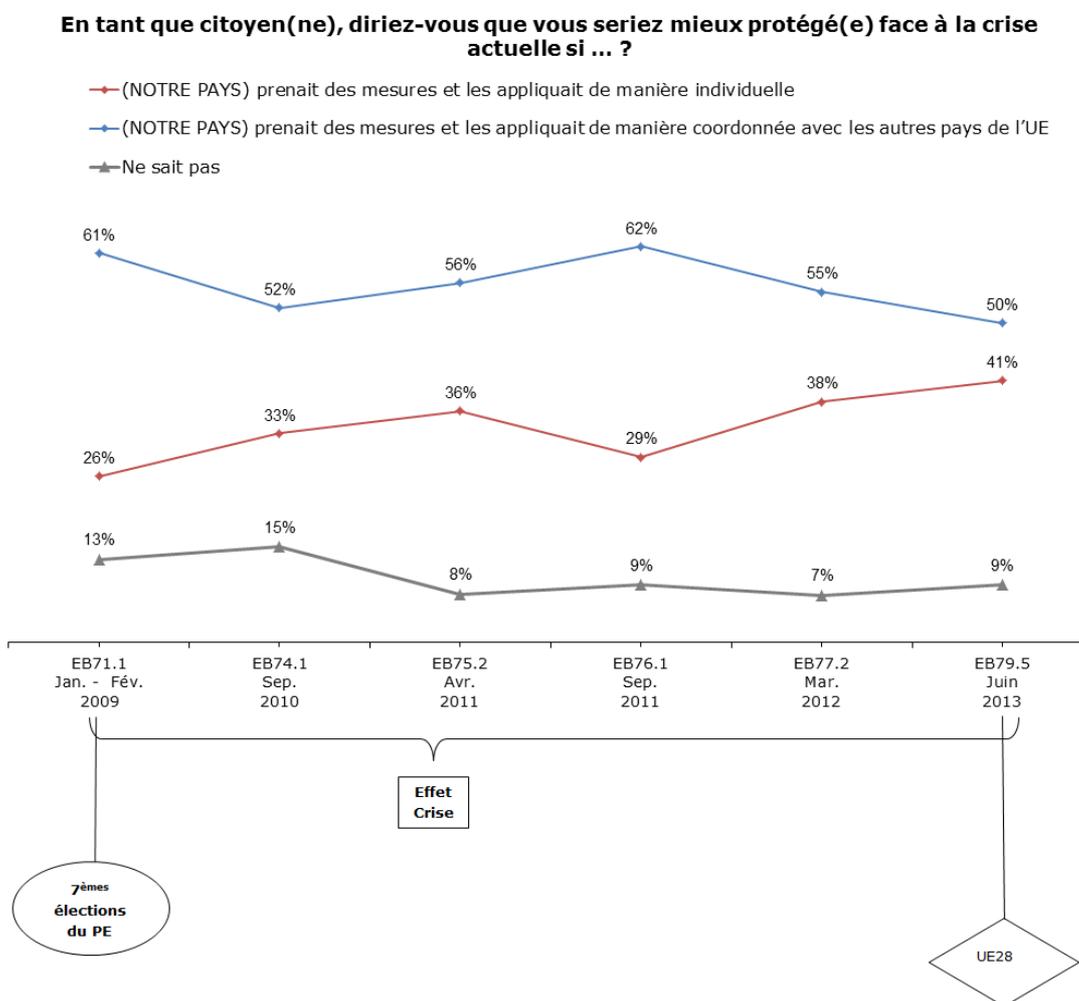
**S'agissant des projections pour l'économie européenne**, les pessimistes l'emportent le plus souvent sur les optimistes. Cependant, sur l'ensemble de la période (de l'automne 2006 (EB66) à l'automne 2014 (EB82)), la réponse « sans changement » est majoritaire dans la plupart des enquêtes analysées.



### 3. L'UNION EUROPÉENNE FACE À LA CRISE

Malgré les fortes inquiétudes liées aux difficultés économiques, les Européens continuent de privilégier l'action à plusieurs via des mesures coordonnées, plutôt que des mesures individuelles.

La part d'Européens pensant qu'ils seraient mieux protégés face à la crise financière et économique si leur pays adoptait des mesures individuellement a progressé entre le début de l'année 2009 et juin 2013<sup>14</sup> : elle est progressivement passée de 26% à 41%. Dans le même temps, les partisans de mesures prises de manière coordonnée avec les autres pays de l'UE passaient de 61% à 50% : ils restent cependant majoritaires.

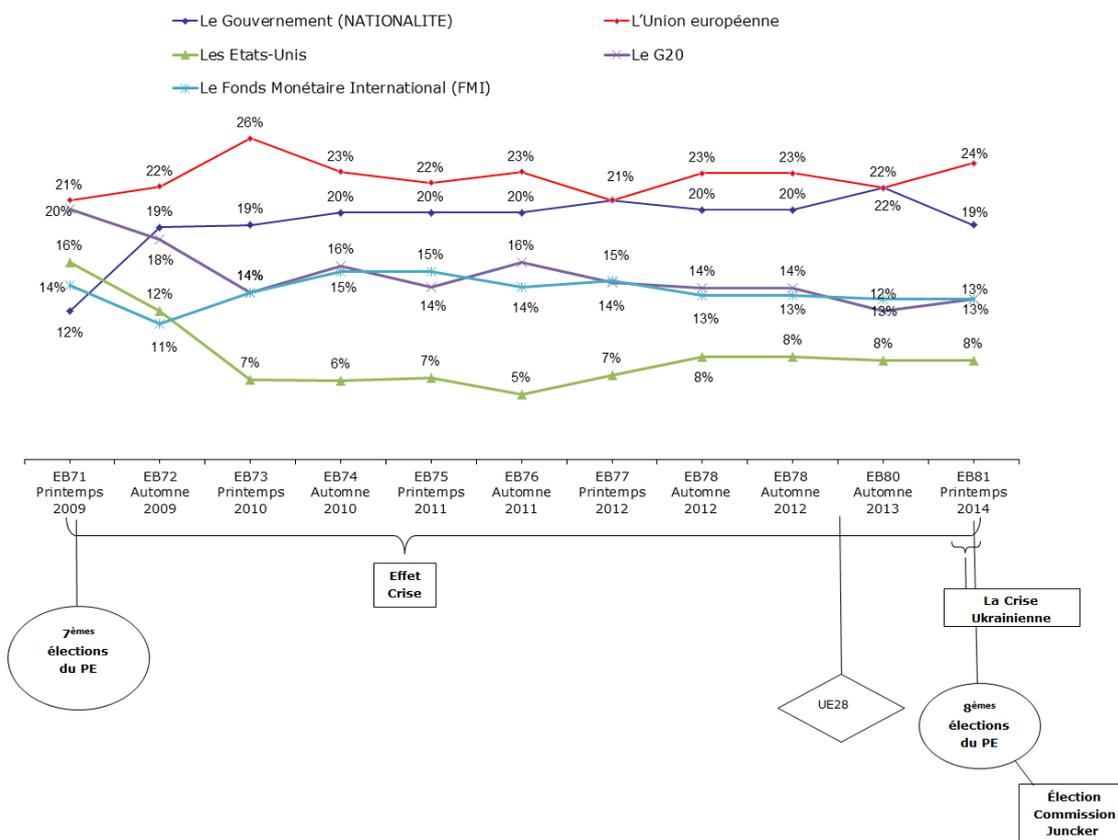


<sup>14</sup> En tant que citoyen(ne), diriez-vous que vous seriez mieux protégé(e) face à la crise actuelle si ... ? (NOTRE PAYS) prend des mesures et les applique de manière individuelle / (NOTRE PAYS) prend des mesures et les applique de manière coordonnée avec les autres pays de l'UE / Ne sait pas.

**L'Union européenne reste l'acteur le plus à même d'agir efficacement face à la crise**

**L'Union européenne est en tête des acteurs qui paraissent les plus à même d'agir efficacement face aux conséquences de la crise**, suivie de près par le Gouvernement national. Les autres acteurs, G20, FMI et Etats-Unis sont moins cités.

**D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?**



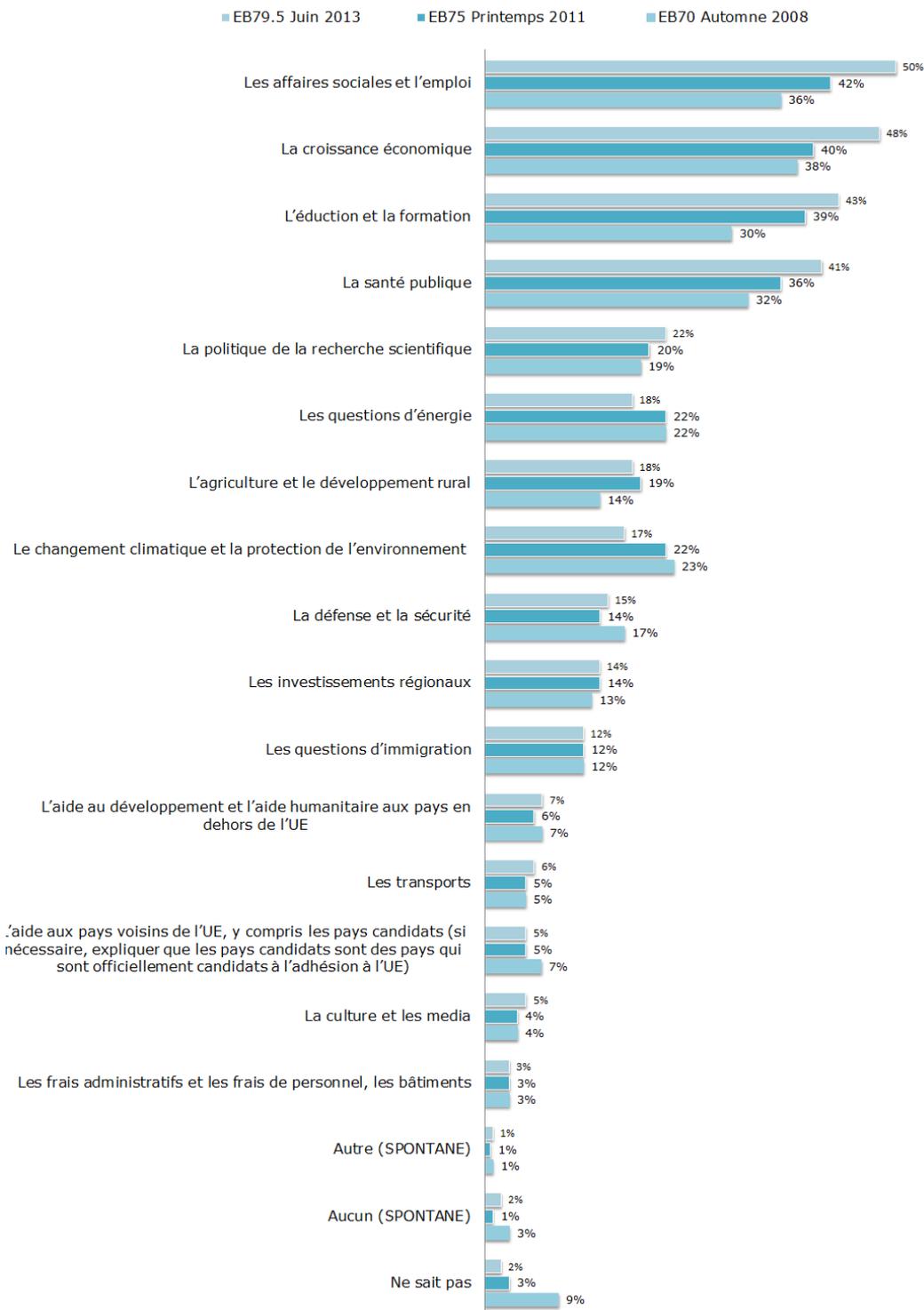
### Des attentes fortes et variées à l'égard de l'Union européenne

**Quand on interroge les Européens sur les domaines auxquels ils souhaitent voir consacré en priorité le budget de l'Union européenne<sup>15</sup>, de nombreux sujets sont cités, signe que les attentes sont importantes et variées à l'égard de l'UE.** En tête, on retrouve deux thématiques économiques : **les affaires sociales et l'emploi** (50% en juin 2013, soit +14 points depuis la première fois que cette question a été posée, à l'automne 2008 dans l'EB70), et **la croissance économique** (48%, +10). Suivent ensuite **l'éducation et la formation** (43%, +13), et **la santé publique** (41%, +9). Les autres dimensions sont citées par moins d'un quart des Européens.

---

<sup>15</sup> Et parmi les domaines suivants, quels sont ceux, selon vous, dans lesquels l'UE devrait utiliser son budget ? En premier ? Et ensuite ? (MAXIMUM 4 RÉPONSES POSSIBLES)

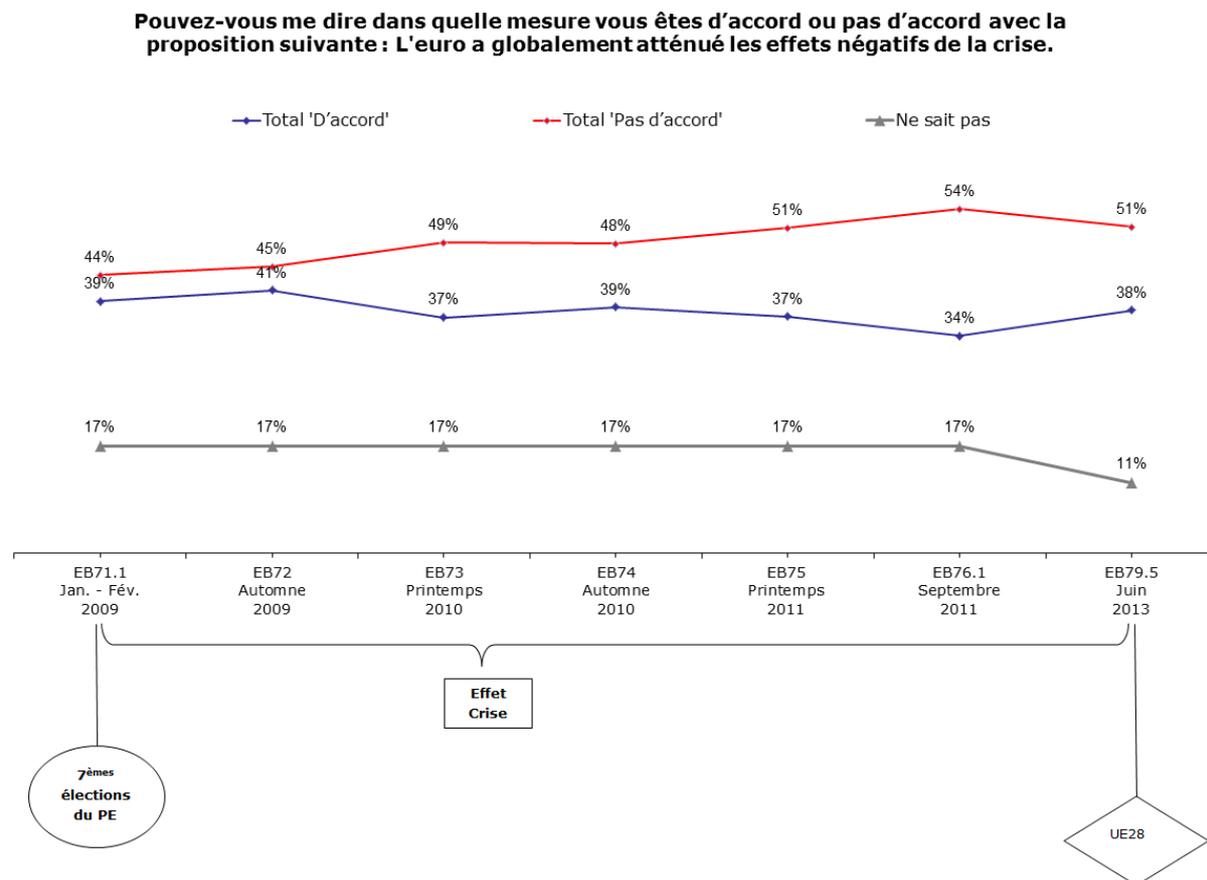
**Et parmi les domaines suivants, quels sont ceux, selon vous, dans lesquels l'UE devrait utiliser son budget ?  
En premier ? Et ensuite ?**



(MAXIMUM 4 RÉPONSES POSSIBLES)

**Une majorité croissante peine à croire que l'euro a limité les effets de la crise**

Si les Européens identifient l'Union européenne comme un acteur crédible pour agir face à la crise financière et économique, **ils peinent à reconnaître le rôle de la monnaie unique pour en limiter les effets**<sup>16</sup>. La proportion d'Européens en désaccord avec la proposition selon laquelle l'euro a globalement atténué les effets négatifs de la crise a toujours été majoritaire depuis début 2009 (EB71.1), et a globalement progressé, pour dépasser les 50% depuis le printemps 2011 (EB75).



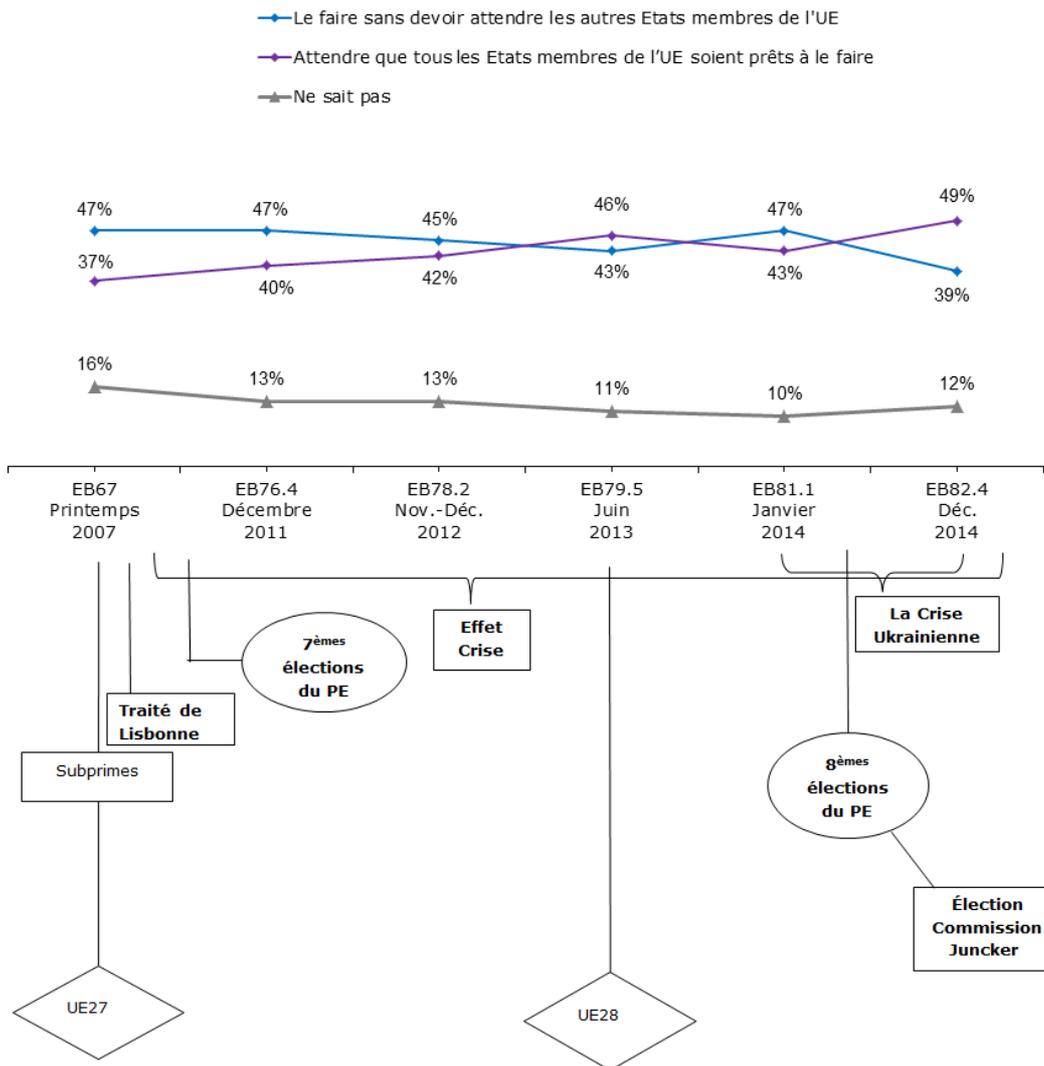
Pourtant aux yeux des mêmes Européens, comme indiqué en page 14, l'euro vient en deuxième citation lors qu'on leur demande ce que l'UE représente personnellement pour eux. En outre l'euro est également l'un des éléments les plus importants de l'identité européenne, puisque il arrive en deuxième position après les valeurs démocratiques (page 32).

<sup>16</sup> Pouvez-vous me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la crise.

### Les Européens partagés sur le rythme de l'intégration

**L'opinion selon laquelle il faudrait attendre que tous les Etats membres soient prêts pour intensifier le développement d'une politique européenne commune dans certains domaines importants a gagné du terrain** depuis la première fois que la question a été posée, au printemps 2007 (EB67.2) : elle est devenue majoritaire, en passant de 37% au printemps 2007, à 49% en décembre 2014 (EB82.4).

**En ce qui concerne les activités de l'UE, certains Etats membres sont prêts à intensifier le développement d'une politique européenne commune dans certains domaines importants. Estimez-vous qu'ils devraient ... ?**



#### 4. LA PERFORMANCE DE L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

##### Comment renforcer la performance économique de l'Union européenne

Les Européens ont été amenés, depuis l'automne 2004, à qualifier quelles initiatives seraient à leurs yeux susceptibles de renforcer la performance économique de l'UE<sup>17</sup> : sur toute la période étudiée, allant de l'automne 2004 à juin 2013<sup>18</sup>, ils placent en priorité « l'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle ». Le sujet emporte environ 60% des citations jusqu'au déclenchement de la crise économique de 2008. A partir de 2009, c'est à dire après le démarrage de la crise, mais aussi l'ajout de nouveaux items, il est moins cité, tout en restant largement en tête.

De 2004 à 2009, le deuxième axe d'amélioration de la performance économique de l'Union européenne est « l'investissement dans la recherche et l'innovation ». A partir de l'EB72 de l'automne 2009, environ un an après le début de la crise, il reste un enjeu prioritaire aux yeux des Européens, tout en étant moins cité. « La réduction de la dette et des déficits publics », introduit au moment où la crise devenait une crise de la dette, dans l'EB72 du printemps 2010, va prendre de l'ampleur pour occuper la deuxième place, dès l'automne 2010.

« La facilitation de la création d'entreprises » est également perçue comme un levier prioritaire d'amélioration de la performance de l'économie européenne : cette dimension occupe la troisième position dans la plupart des enquêtes analysées.

---

<sup>17</sup> Quelles sont les trois initiatives qui amélioreraient le plus la performance de l'économie européenne ? (MAXIMUM 3 RÉPONSES POSSIBLES)

<sup>18</sup> A noter : de nouveaux items ont été progressivement ajoutés sur cette question en 2009 et en 2010, modifiant la hiérarchie des réponses. Il apparaît cependant intéressant de prêter attention à ces évolutions qui prennent sens dans le contexte de crise économique, tout en respectant les précautions méthodologiques d'usage, liées à la modification de la liste proposée aux répondants.

Quelles sont les trois initiatives qui amélioreraient le plus la performance de l'économie européenne ?

	1ère réponse citée	2ième réponse citée	3ième réponse citée
EB62.1 Nov. 2004	Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	Investir dans la recherche et l'innovation	Faciliter la création d'entreprise
	63%	49%	43%
EB63 Printemps 2005	Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	Investir dans la recherche et l'innovation	Faciliter la création d'entreprise
	60%	49%	46%
EB64 Automne 2005	Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	Investir dans la recherche et l'innovation	Faciliter la création d'entreprise
	58%	43%	42%
EB65 Printemps 2006	Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	Investir dans la recherche et l'innovation	Faciliter la création d'entreprise
	62%	47%	43%
EB66 Automne 2006	Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	Investir dans la recherche et l'innovation	Faciliter la création d'entreprise
	65%	47%	43%
EB72 Automne 2009	Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	Investir dans la recherche et l'innovation	Faciliter la création d'entreprise
	52%	40%	34%
EB73 Printemps 2010	Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	Faciliter la création d'entreprise	Investir dans la recherche et l'innovation
	42%	33%	28%
EB74 Automne 2010	Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	Réduire les déficits publics et la dette	Faciliter la création d'entreprise
	47%	35%	33%
EB75 Printemps 2011	Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	Réduire les déficits publics et la dette	Faciliter la création d'entreprise
	48%	34%	34%
EB77 Printemps 2012	Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	Réduire les déficits publics et la dette	Faciliter la création d'entreprise
	46%	38%	35%
EB78 Automne 2012	Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	Réduire les déficits publics et la dette	Faciliter la création d'entreprise
	46%	39%	33%
EB79.5 Juin 2013	Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	Réduire les déficits publics et la dette	Faciliter la création d'entreprise
	47%	32%	32%

(MAXIMUM 3 RÉPONSES POSSIBLES)

## IV. LA VIE DES EUROPÉENS

### PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- **Les anticipations des Européens touchant à leur vie personnelle sont dominées par le sentiment que** les choses resteront inchangées dans l'année à venir. Les projections positives l'emportent sur les négatives, dans une majorité des enquêtes analysées. Ces anticipations ont nettement été impactées par la crise.
- **En ce qui concerne « la vie en général »,** l'optimisme a reculé pendant que le pessimisme gagnait du terrain : à partir de l'automne 2007, d'abord, puis avec un nouveau décrochage à l'automne 2011. La crainte de subir plus directement les effets de la crise a progressé dans l'opinion publique européenne.
- Le mécanisme est le même s'agissant des **perspectives professionnelles,** testées entre 1998 et 2014.
- Ce sont les **perspectives financières du ménage** qui ont été les plus fragilisées ces dernières années, le pessimisme pour les mois à venir l'emportant sur l'optimisme dès le printemps 2008, mais de façon plus marquée encore à partir de l'automne 2011. L'optimisme est redevenu supérieur au pessimisme à partir du printemps 2014 (EB81).

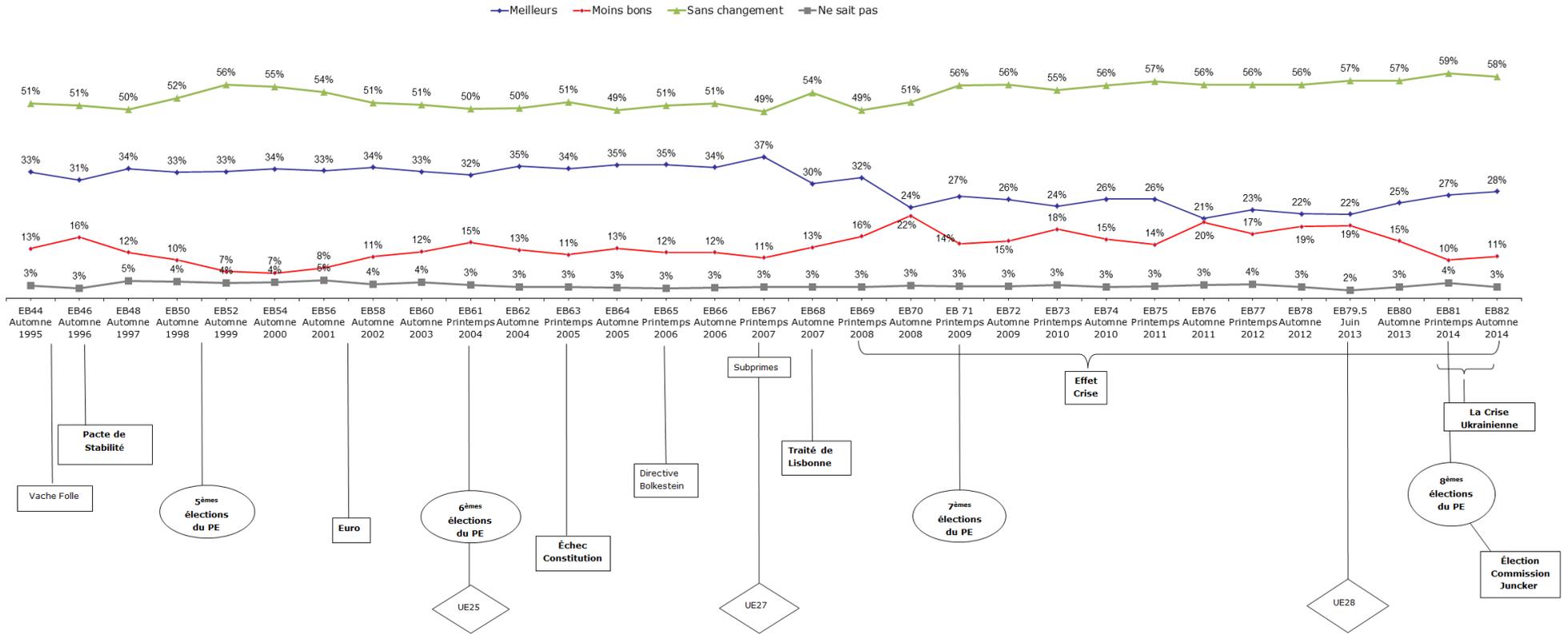
### Les projections personnelles dans l'avenir sont stables dans le temps

**Sur toute la période allant de l'automne 1995 à l'automne 2014, une nette majorité d'Européens pense que « leur vie en général » va rester « sans changement » sur les 12 mois à venir** (avec des valeurs comprises entre 49% et 59% sur l'ensemble de la période)<sup>19</sup>. La proportion d'optimistes l'emporte systématiquement sur les pessimistes, même si l'écart s'est fortement réduit avec la crise économique (de +27 dans l'EB54 de l'automne 2000, à +1 dans l'EB76 de l'automne 2011). Cependant, depuis l'automne 2013 (EB80), cet écart a de nouveau légèrement augmenté (+17 dans l'enquête de l'EB82 de l'automne 2014).

---

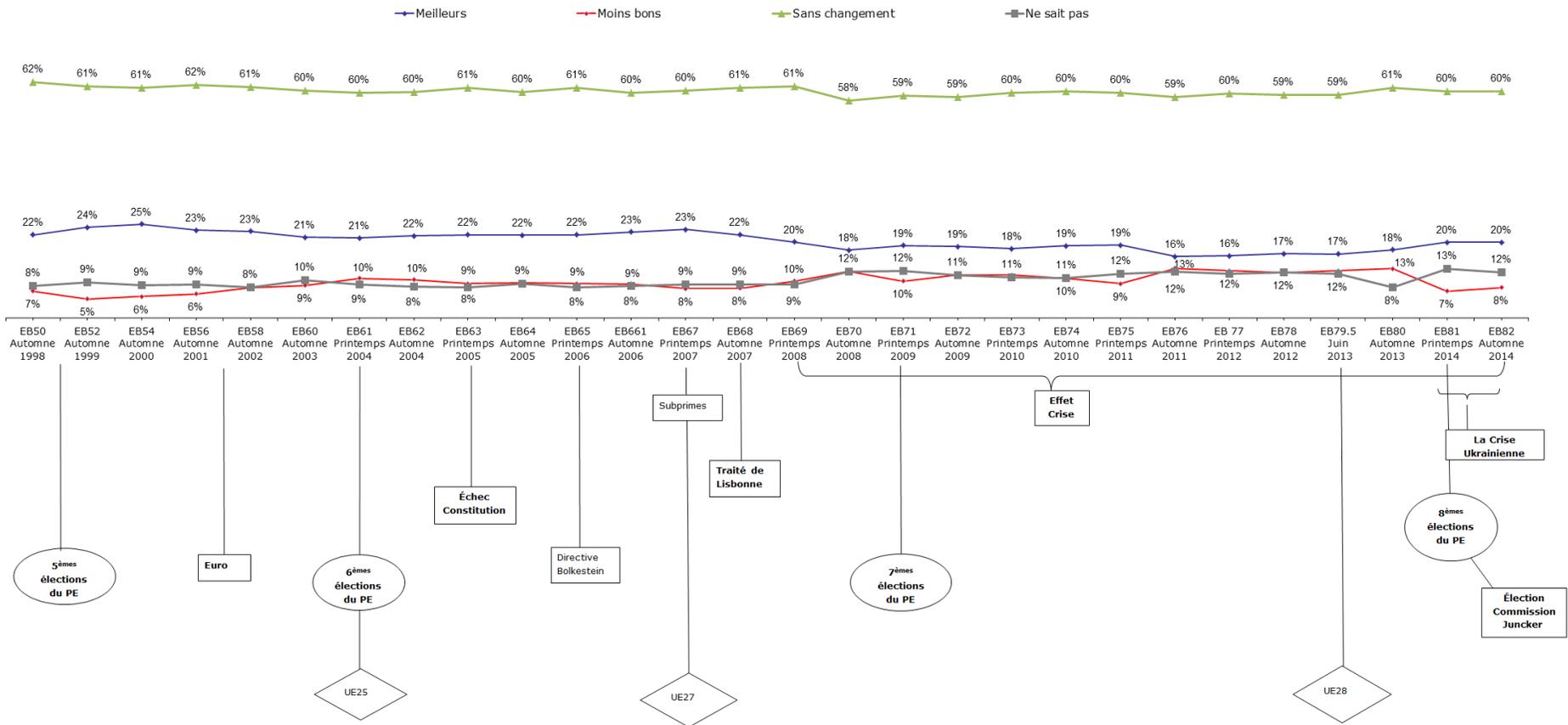
<sup>19</sup> Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? Votre vie en général / La situation financière de votre ménage / Votre situation professionnelle.

Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?  
- Votre vie en général -



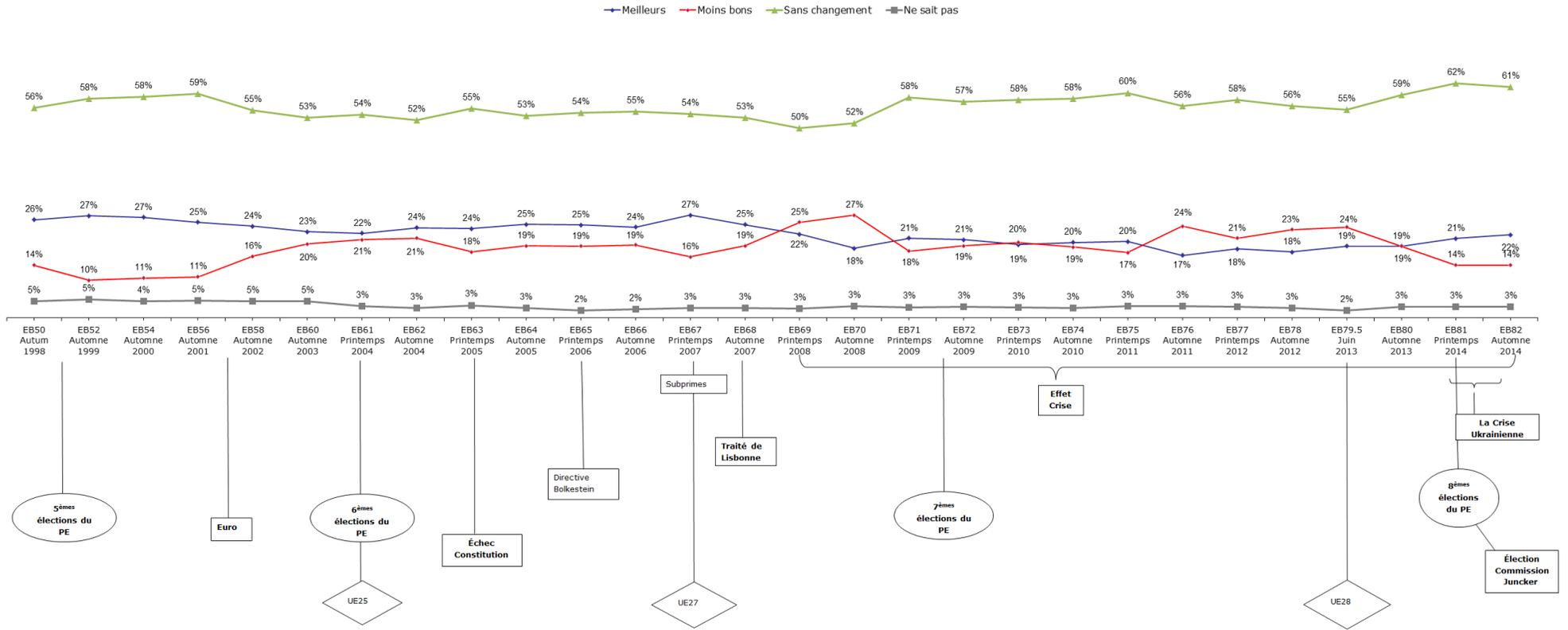
**Les résultats sont assez proches, mais encore plus stables, lorsqu'on interroge les Européens plus particulièrement sur leurs perspectives professionnelles : une majorité absolue d'Européens, variant très peu entre 1998 et 2014, pensent que les choses vont rester inchangées dans l'année à venir.** Sur l'ensemble de la période étudiée, la part d'Européens pensant que leur vie professionnelle va s'améliorer reste supérieure à celle de ceux anticipant une dégradation. L'écart se réduit avec la crise, mais dans des proportions moindres que pour « la vie en général ».

Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?  
- Votre situation professionnelle -



**Les grandes tendances sont les mêmes lorsqu'on interroge les Européens sur la manière dont ils anticipent l'évolution de la situation financière de leur ménage** : une majorité d'entre eux anticipent une stagnation de leur situation dans l'année à venir (entre 50% et 60% sur toute la période allant de 1998 à 2012).

Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?  
 - La situation financière de votre ménage -



## V. L'IMMIGRATION

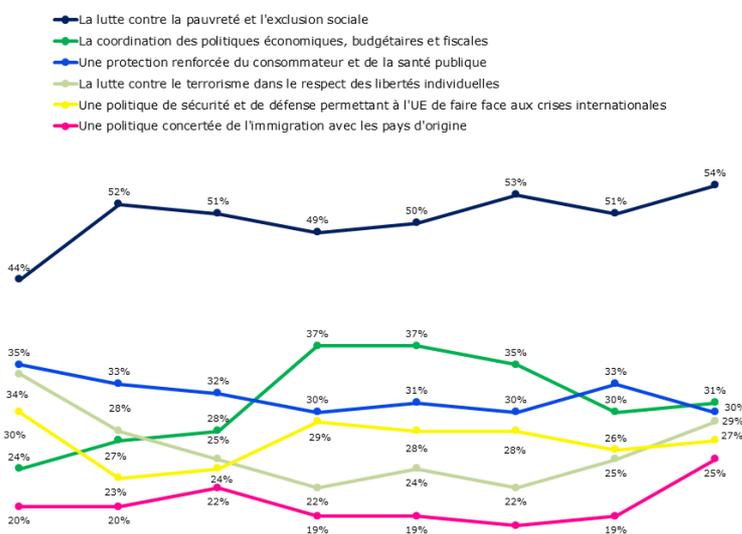
### PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- **« Une politique concertée de l'immigration avec les pays d'origine »** est une priorité politique souhaitée plus fortement ces deux dernières années, mais qui demeure cependant au sixième rang de ces politiques prioritaires que les Européens veulent voir défendre par le PE.
- **L'immigration est un sujet qui divise les Européens :** environ la moitié d'entre eux considèrent que les immigrés apportent beaucoup à leur pays. Mais une importante minorité d'entre eux sont d'un avis contraire.
- **Un peu plus de la moitié des Européens ont une image positive de l'immigration intra-communautaire,** plus de quatre sur dix en ayant une image négative. Ce dernier résultat est paradoxal, car dans le même temps, la « la liberté de voyager, étudier et travailler n'importe où dans l'Union européenne » est la première chose que les Européens associent à l'UE (voir partie I).
- **L'opinion publique européenne est plus critique à l'égard de l'immigration de pays non membres de l'UE :** seuls un peu plus d'un tiers sont positifs, contre une majorité absolue qui disent avoir une opinion négative.
- **Dans sept Etats membres, une majorité de la population est négative à propos de l'immigration, qu'elle soit intra ou extra-communautaire :** la Hongrie, le Royaume-Uni, la Slovaquie, Chypre, l'Italie, la République tchèque et la Lettonie.

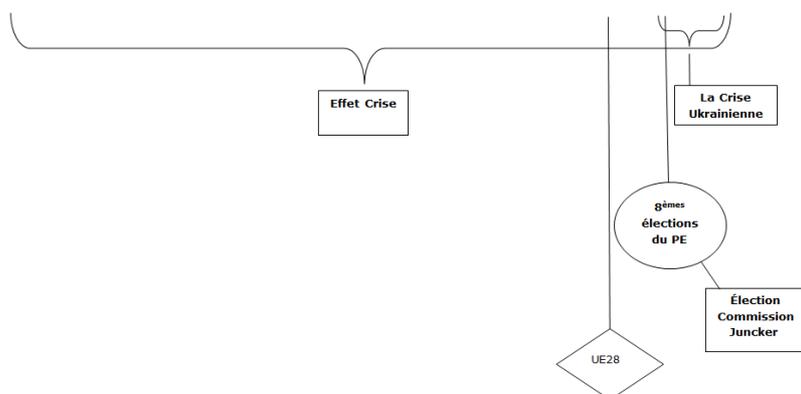
« La politique concertée de l'immigration avec les pays d'origine » est au sixième rang des politiques qui devraient être prioritaires pour le Parlement européen, d'après les citoyens. Sur toute la période allant de janvier-février 2010 à décembre 2014 (EB82.4), cette dimension n'a jamais intégré le top 5 des politiques prioritaires, qui reste très largement dominé par « la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale » (dont les citations varient entre 49% et 54% depuis août-septembre 2010).

Sur l'ensemble de la période, l'immigration reste également moins citée que « la coordination des politiques économiques, budgétaires et fiscales », « une protection renforcée du consommateur et de la santé publique », « la lutte contre le terrorisme dans le respect des libertés individuelles », et « une politique de sécurité et de défense permettant à l'UE de faire face aux crises internationales ». Cependant, l'immigration est la dimension qui a le plus progressé depuis 2013 (+6 points, à 25%).

QP9. Le Parlement européen défend le développement de certaines politiques au niveau de l'UE. Parmi les politiques suivantes, quelle est celle qui, selon vous, devrait être prioritaire ? En premier ? Et ensuite ? (MAX. 4 REPONSES) - % UE

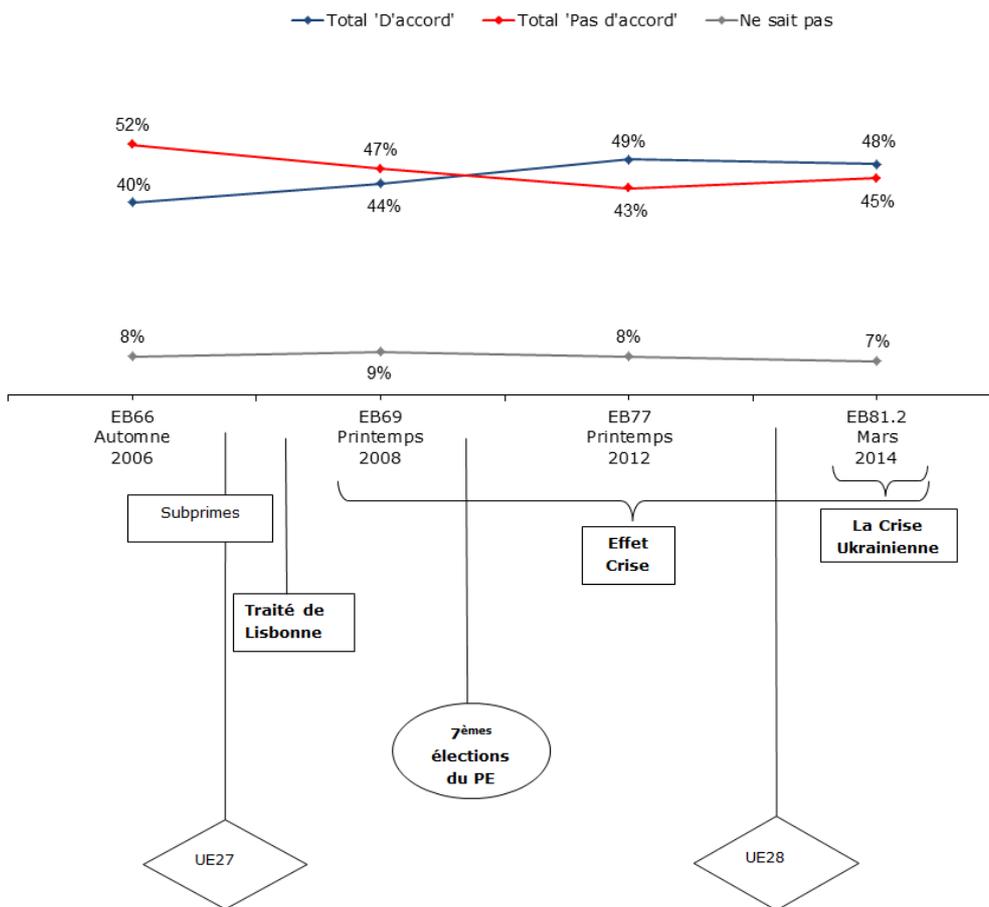


Jan.-Fév. 2010 EB73.1	Avr.-Mai 2011 EB75.2	Nov. 2011 EB76.3	Jun 2012 EB77.4	Nov.-Déc. 2012 EB78.2	Jun 2013 EB79.5	Déc. 2014 EB82.4
--------------------------	-------------------------	---------------------	--------------------	--------------------------	--------------------	---------------------



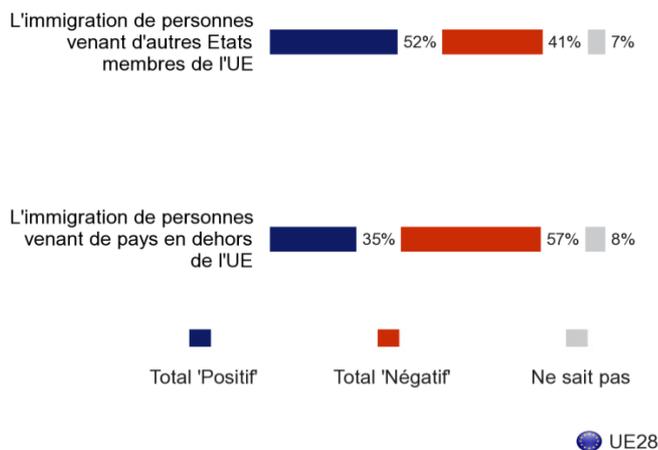
Les Européens sont partagés sur l'apport de l'immigration : **une étroite majorité juge que les immigrés apportent beaucoup à leur pays**, ce sentiment ayant progressé sur la période étudiée pour devenir majoritaire (de 40% dans l'EB66 de l'automne 2006, à 48% dans l'EB81.2 de mars 2014). Dans le même temps, la proportion d'Européens qui ne sont pas d'accord avec la proposition a chuté de 52% à 45%.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?  
 - Les immigrés apportent beaucoup à (NOTRE PAYS) -



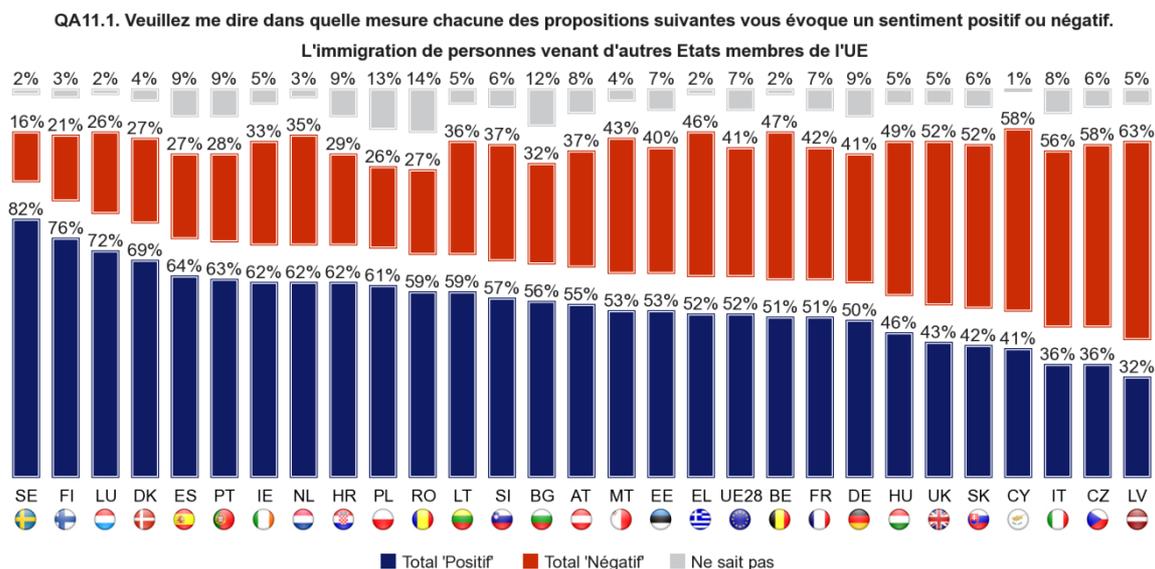
**Pour une majorité d'Européens, « l'immigration de personnes venant d'autres Etats membres de l'UE » évoque quelque chose de positif (52%, contre 41% pour qui cela évoque quelque chose de négatif). Lorsque la question porte cette fois sur « l'immigration de personnes venant en dehors de l'UE », les résultats sont inversés : seuls 35% des Européens ont un sentiment positif, tandis que 57% ont un sentiment négatif.**

QA11. Veuillez me dire dans quelle mesure chacune des propositions suivantes vous évoque un sentiment positif ou négatif.



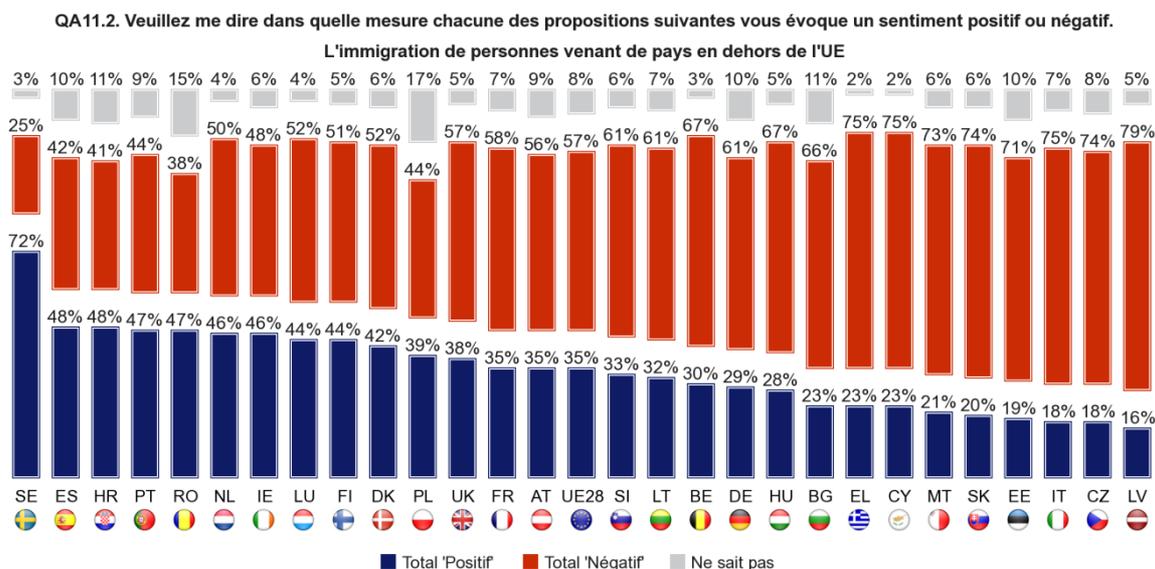
EB82 Automne 2014

**L'immigration de personnes venant d'autres Etats membres de l'UE suscite des sentiments positifs dans une large majorité d'Etats membres (21).** A l'inverse, les sentiments négatifs sont majoritaires en Hongrie, au Royaume-Uni, en Slovaquie, à Chypre, en Italie, en République tchèque et en Lettonie.



EB82 Automne 2014

**L'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE n'est vue positivement que dans cinq pays :** en Suède, très nettement, mais également en Espagne, Croatie, Portugal et Roumanie où l'opinion publique est cependant assez partagée. Dans tous les autres Etats membres, une majorité de personnes interrogées déclarent que l'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE évoque un sentiment négatif.



EB82 Automne 2014

## CONCLUSION

Les principaux enseignements de cette analyse sont les suivants :

### **1/ L'analyse de l'évolution de l'opinion publique européenne sur plus de quarante ans (de 1973 à 2014) permet d'identifier un certain nombre de tendances :**

- Depuis 1973, **le sentiment que l'appartenance à l'UE est une bonne chose** est partagé par une nette majorité d'Européens.
- Malgré quelques évolutions, **l'attachement à l'Union européenne** est en général assez peu impacté par le contexte économique et les changements politiques.

### **2/ Pourtant, les grands moments institutionnels et politiques traversés par l'UE** et notamment les différents élargissements successifs de l'UE et les huit scrutins européens depuis 1979 ont souvent occasionné des évolutions de l'opinion :

- **Les élargissements** ont souvent été des occasions où les jugements à l'égard de l'UE se sont améliorés après une crispation initiale. Cela a notamment été le cas pour les sentiments à l'égard de l'appartenance à l'UE, mais également de la confiance et de l'image de l'UE.
- **Pour les élections européennes**, le mouvement est moins net. Cependant, au lendemain des scrutins européens, on assiste à une remontée du sentiment des citoyens européens que « [leur] voix compte dans l'UE ». Cette hausse a été particulièrement forte après les élections de mai 2014.

### **3/ Sur la période analysée, le contexte économique a eu une influence prépondérante sur les mouvements de l'opinion publique européenne.** Les crises économiques ont engendré de réelles dégradations des opinions à l'égard de l'Union européenne, tout particulièrement lorsqu'elles sont susceptibles d'impacter directement la vie des citoyens européens. C'est notamment le cas pour la crise économique de 2008, qui a engendré de fortes évolutions des indicateurs de soutien à l'Union européenne :

- **L'image de l'UE se dégrade fortement à partir de l'automne 2011**, lorsque la crise économique devient une crise de la dette publique des Etats membres.
- **La confiance dans l'Union européenne et ses institutions se détériore** à partir du printemps 2010 : la confiance dans l'UE atteint son plus faible niveau au printemps 2012, au printemps 2013, à l'automne 2013 et au printemps 2014.
- La crise a également impacté négativement le sentiment des citoyens européens que **leur voix n'est pas prise en compte dans l'Union européenne**.
- **Sans surprise, les indicateurs d'évaluation de la situation économique se sont également dégradés**, souvent de manière spectaculaire, depuis le démarrage de la crise. Depuis l'automne 2008, la situation de l'économie européenne est jugée de plus en plus « mauvaise » par les Européens même si on note une amélioration de l'indicateur positif depuis 2013.

- Parallèlement, **les indicateurs projectifs sont également touchés** : entre 2009 et 2011, la proportion d'Européens qui ont le sentiment que les situations économiques nationale et européenne vont s'améliorer au cours des 12 mois à venir diminue, avant de s'améliorer de nouveau, à partir de 2011.
- Pourtant, une majorité absolue d'Européens continue de penser que **leur vie, leur situation professionnelle et la situation financière de leur ménage va rester stable au cours des 12 mois à venir**.
- **Le passage à l'euro ne semble pas avoir eu d'impact majeur sur l'opinion publique européenne** : tout juste a-t-on noté un léger pic du sentiment national juste avant la mise en circulation de la monnaie unique (en 2002).
- En revanche, une majorité d'Européens considère que **l'euro n'a pas atténué les effets négatifs de la crise**. Toutefois, il reste un élément clé de l'identité européenne ainsi qu'un symbole important de ce que représente l'UE aux yeux des Européens.

**4/** Logiquement la crise économique a eu des répercussions sur l'opinion des Européens, notamment en ce qui concerne les indicateurs de soutien à l'UE, on note cependant de nombreux éléments favorables :

- Même si certains indicateurs de soutien à l'UE se sont durcis pendant la crise, **le sentiment que ce qui rapproche les citoyens des Etats Membres est plus important que ce qui les sépare** reste nettement majoritaire dans l'opinion européenne : c'est le cas en 2008, en 2009, et en 2013.
- Les Européens considèrent qu'**ils seraient mieux protégés face à la crise si leur pays prenait des mesures coordonnées** avec les autres Etats membres, plutôt que des mesures individuelles. Cependant, tout en restant majoritaire, ce sentiment a reculé entre septembre 2011 et juin 2013.
- Entre 2009 et 2014, **l'UE a toujours été considérée par les Européens comme l'acteur le plus à même d'agir efficacement** face aux conséquences de la crise financière et économique.

**5/ Les Européens sont partagés à l'égard de l'immigration**, qui est une préoccupation en hausse depuis 2013 : fin 2014, un quart des Européens estiment que ce doit être une priorité du Parlement européen. Par ailleurs, les Européens font une distinction importante entre immigration intra-communautaire et immigration de personnes venant de pays non membres de l'UE :

- Pour plus de la moitié des Européens, l'immigration de personnes venant d'autres pays de l'UE évoque un sentiment positif, mais une importante minorité est d'un avis contraire. Dans sept pays, l'immigration intracommunautaire évoque quelque chose de négatif.
- En revanche, l'immigration de personnes venant d'en dehors de l'UE provoque un sentiment négatif pour une nette majorité d'Européens, cette opinion étant partagée dans 23 Etats membres.
- Les Européens sont partagés à propos de la proposition « les immigrés apportent beaucoup à (NOTRE PAYS) ». Au printemps 2012 et en mars 2014, près de la moitié des Européens sont d'accord avec cette proposition, tandis qu'une forte minorité n'est pas d'accord.